

Analyse Cartographique des Marchés en Urgence

Etude des systèmes de marchés des céréales sèches dans les régions du Kanem et du Bahr El Gazal



OXFAM GB et Action Contre la Faim

TCHAD

Janvier 2012

Nanthilde KAMARA

EMMA - Emergency Market Mapping Analysis

Table des matières

1. Table des illustrations	3
2. Résumé	4
3. Approche et Méthodologie EMMA	6
4. Analyse de la situation et contexte de l'étude EMMA	7
5. Portée de l'EMMA	9
6. Environnement du marché des céréales	13
7. Analyse du système de marché du mil	15
8. Analyse du système de marché du maïs	24
9. Analyse du système de marché du sorgho	29
10. Consommateurs et Population cible	31
11. Situation d'urgence – janvier 2012	39
12. Capacité du marché des céréales à répondre aux besoins alimentaires	45
13. Recommandations de réponse	46

1. Table des illustrations

FIGURES

Figure 1 : Carte de la zone d'étude	7
Figure 2 : Marché du mil : zones de production et flux commerciaux (source FEWSNET)	16
Figure 3: Carte du système de marché du mil en bonne année	17
Figure 4: Marché du maïs: zones de production et flux commerciaux (source FEWSNET)	24
Figure 5 : Carte du système de marché du maïs en bonne année	25
Figure 6: Marché du sorgho : zones de production et flux commerciaux (source FEWSNET)	29
Figure 7: Source de revenus chez les agropasteurs du Kanem – Janvier 2011	32
Figure 8: Sources de revenu chez les agropasteurs du Kanem – janvier 2012.	32
Figure 9: Poste de dépenses chez les agropasteurs du Kanem - Janvier 2011	33
Figure 10: Postes de dépenses chez les agropasteurs du Kanem – Janvier 2012	33
Figure 11: Sources de revenu chez les éleveurs du Kanem - Janvier 2011	34
Figure 12: Sources de revenu chez les éleveurs du Kanem - Janvier 2012	34
Figure 13: Postes de dépenses chez les éleveurs du Kanem– janvier 2011	35
Figure 14: Postes de dépenses chez les éleveurs du Kanem – Janvier 2012	35
Figure 15: Sources de revenus chez les agropasteurs du Bahr El Gazal – Janvier 2011	36
Figure 16: Sources de revenus chez les agropasteurs du Bahr El Gazal – Janvier 2012	36
Figure 17: Postes de dépenses chez les agropasteurs du Bahr El Gazal – Janvier 2011	37
Figure 18: Postes de dépenses chez les agropasteurs du Bahr El Gazal – Janvier 2012	37
Figure 19: Sources de revenus chez les éleveurs du Bahr El Gazal – Janvier 2011	38
Figure 20: Source de revenus chez les éleveurs du Bahr El Gazal – Janvier 2012	38
Figure 21 : Calendrier saisonnier des marchés des céréales	39
Figure 22 : Carte du système de marché du mil en Janvier 2012	40
Figure 23 : Carte du système de marché de maïs en Janvier 2012	41

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Production nationale de céréales entre 1995 et 2012 (chiffres préliminaires pour la campagne 2011/2012) –Source: DPSA /ONDR/SODELAC	14
Graphique 2: Production nationale de mil entre 1995 et 2012 (chiffres préliminaires pour la campagne 2011/2012) – Source: DPSA /ONDR/SODELAC	19
Graphique 3: Prix du mil (en kg) entre octobre 2003 et Décembre 2011 à Mao, Moussoro et Ndjamenana (source : ONDR, SIM)	23
Graphique 4: Production nationale de maïs entre 1995 et 2012 (chiffres préliminaires pour la campagne 2011/2012) – Source: DPSA /ONDR/SODELAC	26
Graphique 5: Prix du maïs (en kg) entre octobre 2003 et Décembre 2011 à Bol, Moussoro et à Ndjamenana (source : ONDR, SIM)	29
Graphique 6: Production nationale de sorgho entre 1995 et 2012 (chiffres préliminaires pour la campagne 2011/2012) – Source: DPSA /ONDR/SODELAC	30
Graphique 7: Production de mil dans les régions du Bahr El Gazal et du Kanem entre 2005 et 2011 (source : ONDR)	31
Graphique 8: Termes de l'échange mouton-mil entre décembre 2009 et décembre 2011, Mao	44

TABLEAUX

Tableau 1: Calcul de la population-cible dans les régions du Bahr El Gazal et du Kanem	10
Tableau 2 : Nombre d'entretien ménages réalisés sur les régions du Bahr El Gazal et du Kanem	11
Tableau 3 : Calcul du besoin alimentaire par groupe-cible et par région	12
Tableau 4 : Calcul de la capacité des marchés en céréales	13
Tableau 5 : Taux de couverture des besoins céréaliers par la production nationale	13
Tableau 6: Prix de vente et coûts de transport du mil	24
Tableau 7 : Prix de vente et coûts de transport du maïs	28
Tableau 8: Prix de vente et coût de transport du sorgho	30
Tableau 9: Ecart absolu du prix du mil, entre la moyenne des 5 dernières et décembre 2011 – Source : PAM	43
Tableau 10: Recommandations de réponse	48

2. Résumé

Selon la mission conjointe de pré-évaluation de la campagne agricole sur l'ensemble du territoire du Tchad, les rendements prévisionnels pour la plupart des cultures vivrières sont inférieurs de 8% par rapport à la moyenne quinquennale et de 34% par rapport à la campagne agricole précédente. Ce déficit est particulièrement marqué dans la bande sahélienne où le déficit est de 56% par rapport à la campagne précédente. La production ne couvrirait que 16% des besoins dans le Bahr el Gazal¹, et 2% dans le Kanem². Le déficit céréalier brut au niveau national quant à lui est de 626 000 tonnes selon le bilan céréalier prévisionnel 2011-2012.

Les prix des céréales sur les marchés du Bahr El Gazal et du Kanem restaient supérieurs à la moyenne des 5 dernières années sur tous les marchés. Les très hauts niveaux de prix connus depuis mars-avril 2011 pénalisent déjà largement les ménages les plus vulnérables dépendants du marché et les éleveurs acheteurs nets de céréales.

Dans ces régions structurellement déficitaires en année normale et caractérisées par des taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition extrêmement élevés, les populations sont fortement (zone agro-pastorale) voir exclusivement (zone pastorale) dépendantes du marché pour couvrir leurs besoins alimentaires. Avec cette mauvaise campagne agricole dans la zone sahélienne c'est l'ensemble des ménages qui dépendent dès à présent du marché pour accéder à la nourriture.

Dans une perspective de crise alimentaire à venir dans les prochains mois dans les régions du Bahr El Gazal et du Kanem, Oxfam GB et Action Contre la Faim ont décidé de réaliser une étude des marchés des céréales (mil, sorgho et maïs), en utilisant la méthodologie EMMA, afin de définir les types de réponses et les modalités les plus appropriées pour répondre aux besoins humanitaires. En prenant en compte les capacités existantes des marchés, Oxfam GB et Action Contre la Faim ont évalué les options de réponses les plus appropriées ciblant les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire, telles que les transferts monétaires, les distributions directes ou d'autres types d'interventions.

Les équipes d'Oxfam GB et d'Action Contre la Faim ont privilégié l'étude de marché des céréales sèches car elles constituent l'aliment principal des populations des deux régions, et ont donc un impact direct sur la sécurité alimentaire.

Résultats principaux

L'analyse des systèmes de marché de céréales a montré une capacité et une élasticité réduites ne permettant pas une adaptation rapide des marchés à une augmentation de la demande. La forte augmentation des prix sur les marchés des régions du Bahr El Gazal et du Kanem depuis la récolte (en octobre/ novembre) montre d'ailleurs la capacité limitée du marché à répondre aux besoins de la population.

L'analyse des acteurs souligne une capacité hétérogène des acteurs le long de chaque filière. Les commerçants grossistes déclaraient avoir la capacité d'augmenter leurs stocks mais cela reste très incertain en prenant en compte le déficit céréalier au Tchad et la perturbation des échanges transfrontaliers. Les commerçants détaillants, en zone urbaine comme en zone rurale, reconnaissent ne pas pouvoir ou très peu augmenter leur capacité par manque de moyens financiers, d'accès aux moyens de transport et à cause du prix élevé des céréales. Une demande soudaine et importante entraînerait une forte inflation sur les marchés des céréales (en plus de la hausse saisonnière des prix).

¹ DPSA/MAI/PAM/FEWS NET/FAO, Rapport de la mission conjointe de pré-évaluation de la campagne agricole 2011/2012.

² Source : ONDR - Mao

L'augmentation des capacités des commerçants détaillants présents dans les marchés secondaires et les boutiques permanentes dans les zones rurales nécessiterait un support en capital et en transport. En conséquence, pour les projets d'aide alimentaire, les transferts monétaires ne peuvent pas être considérés comme modalité d'intervention dans les zones rurales et isolées.

En parallèle, les moyens des populations vulnérables pour accéder à la nourriture de base sont très limités et devraient diminuer dans les mois qui viennent, pendant la période de soudure pastorale et agricole.

Recommandations

Face au manque de disponibilité en céréales et de prix des céréales déjà très élevés dans les régions du Bahr El Gazal et du Kanem, et dans un contexte de déficit céréalier dans les zones de productions et de fortes perturbations des échanges transfrontaliers, les conditions préalables à la mise en place de transferts monétaires sont loin d'être remplies. Les risques directement liés aux transferts monétaires sont une forte inflation des prix et une diminution de la disponibilité des céréales sur les marchés voire une carence en céréales dans les zones rurales où les volumes commercialisés sont très faibles.

Dans ces conditions, l'étude recommande de réaliser des distributions gratuites sur la zone, en priorité dans les zones rurales. Ces distributions permettraient d'une part de stabiliser la hausse des prix (et non créer une dépression contrairement aux effets des ventes subventionnées qui fixent un prix inférieur à celui du marché), tout en garantissant un accès alimentaire aux populations vulnérables.

Les petits commerçants pourraient être affectés par ces distributions, même s'ils réalisent leurs bénéfices sur d'autres produits qui ne sont pas inclus dans les distributions alimentaires. Au niveau des grossistes des marchés primaires, ils seraient peu ou moyennement affectés si les distributions alimentaires sont réalisées en zones rurales et isolées, en fonction du nombre de ménages ciblés et du type de céréales distribuées.

En parallèle, l'évolution des marchés étant dynamique et dépendant de facteurs externes, il sera essentiel de réaliser un suivi de la situation dans les mois qui viennent, autant au niveau de l'évolution de la capacité des systèmes de marché des céréales, qu'au niveau de l'accès alimentaire des populations vulnérables.

3. Approche et Méthodologie EMMA

L'analyse cartographique des marchés en urgence ou EMMA (Emergency Market Mapping Analysis) est une analyse rapide de marché élaborée dans le but d'être utilisée dans les deux à trois premières semaines suivant une crise. L'approche EMMA repose sur une meilleure compréhension des marchés les plus critiques dans une situation d'urgence, permettant aux acteurs humanitaires (bailleurs, ONG, Nations Unies, Gouvernement etc.) de considérer une gamme de réponses plus large. EMMA n'a pas pour but de remplacer les méthodologies d'évaluations en urgence existantes et couramment utilisées, telles que les analyses « économie des ménages » ou économiques, mais plutôt d'ajouter des éléments supplémentaires améliorant la connaissance de la situation après crise.

Dans un contexte de « crises à progression lente » telles que les crises alimentaires résultant de sécheresses ou d'autres chocs affectant les moyens d'existence, les situations humanitaires et le recours à l'analyse des marchés sont spécifiques. Ces situations de crise, qui sont récurrentes et chroniques, ont donné lieu à de nombreuses études qui ont mis en évidence le rôle déterminant des marchés dans l'aggravation d'une crise alimentaire ou de limitation de son échelle.

Dans la région du Sahel, les acteurs sont familiers avec ces « urgences à progression lente ». Il existe de nombreuses initiatives et dispositifs permettant de comprendre le fonctionnement des marchés en situation normale, qui intègrent des indicateurs de suivi de facteurs ayant un impact significatif sur la sécurité alimentaire. Les outils et les mécanismes utilisés pour le suivi des facteurs d'accès alimentaire et de l'occurrence des situations d'insécurité alimentaire ont été mis en place, comme le suivi des prix et des flux transfrontaliers. Ce sont dans la plupart des cas des systèmes d'alerte précoce. Des acteurs tels que le CILSS, les systèmes d'alertes précoce nationaux et systèmes d'information de marché, mais aussi FEWSNET, PAM, FAO, les ONGs, sont impliqués dans le suivi des marchés et leur analyse.

En parallèle, des outils et cadres d'analyse ont été développés afin de mieux comprendre les systèmes de moyens d'existence, groupes de richesse et facteurs influençant l'accès alimentaire et la malnutrition parmi les populations du Sahel. L'approche « Economie des Ménages » fournit un tel type de cadre d'analyse et met en évidence, dans la plupart des cas, la forte dépendance des ménages très vulnérables vis-à-vis des marchés, en montrant comment l'accès alimentaire des groupes les plus pauvres, ceux qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, est directement lié au pouvoir d'achat et à l'accès aux marchés. Les zones pastorales sont particulièrement concernées car elles sont plus sévèrement affectées.

Le développement de nouvelles modalités de réponse, telles que les transferts monétaires et les approvisionnements locaux en intrants³, nécessite une bonne compréhension du fonctionnement des marchés. Les principaux acteurs ont pris conscience du besoin de diffuser des outils de suivi et d'analyse de marché et d'une capacité à évaluer l'impact de ce type d'interventions, surtout dans un environnement fragile tel que les zones pastorales enclavées.

Les praticiens ayant utilisé la méthodologie EMMA dans un contexte d'urgence à progression lente ont conclu à sa valeur ajoutée mais aussi au besoin de l'adapter à un cadre d'analyse de marché intégré, combinant un outil de préparation au désastre (production de baseline complétant les informations existantes sur les moyens d'existence et sécurité alimentaire) contribuant à définir des seuils d'interventions avec un système d'alerte précoce et un système de suivi, et un cadre d'analyse des réponses en cas d'urgence. Par ailleurs, la méthodologie EMMA est considérée comme pertinente pour les prises de décision en établissant des liens plus clairs avec les sources d'information et les processus d'analyses régionales de marché.

³ Les marchés régionaux fonctionnels peuvent appuyer les achats locaux et régionaux pour les programmes d'aide en nature. A titre d'exemple, en 2010, la plus grande partie de l'aide alimentaire du Niger a été achetée en Afrique de l'Ouest.

Dans ce cadre, Oxfam GB et Action Contre la Faim ont décidé d'utiliser la méthodologie EMMA au Tchad en l'adaptant au contexte sahélien (cf. Annexe 1 : Termes de Référence de l'étude). La zone d'étude considérée pour l'EMMA est la zone de Mao (région du Kanem) et la zone de Moussoro (région du Bahr El Gazal), de Bokoro, de Bol et de Ndjamenas

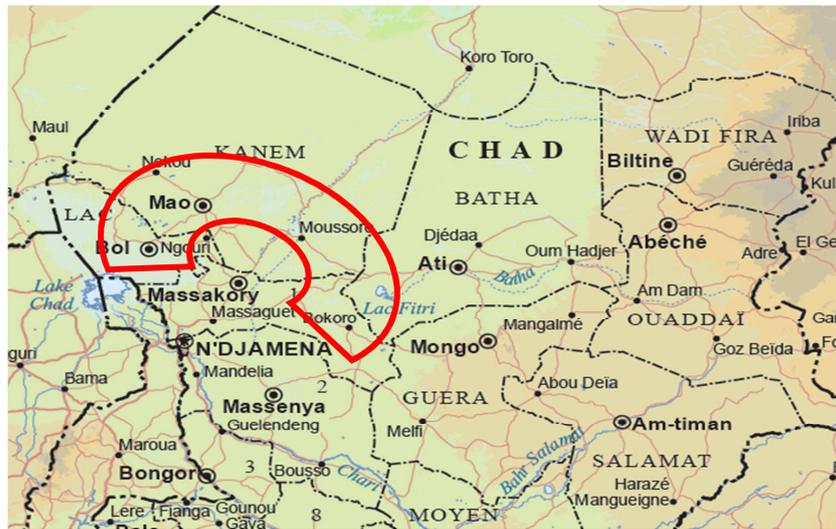


Figure 1 : Carte de la zone d'étude

L'équipe EMMA était composée de 9 membres de 2 organisations : Oxfam GB (Lead), et Action Contre la Faim. L'équipe était organisée en 4 équipes, chacune étant composée d'un enquêteur et d'un chef d'équipe. Une équipe était composée seulement d'un chef d'équipe. Chaque équipe couvrait un marché spécifique⁴. 2 consultantes de Oxfam GB et de Action Contre la Faim ont encadré les équipes pendant toute la durée de l'étude. Les concepts, la logique et le processus d'enquête ont été présentés par la consultante de Oxfam GB. Une formation a été réalisée au début de l'évaluation, suivie d'une formation pratique pendant toute la durée de l'évaluation sur le terrain, sur les différents aspects des outils EMMA.

L'évaluation EMMA a été réalisée entre le 11 janvier et le 02 février 2012. Le travail de terrain a commencé à Ndjamenas (total de 4 jours de formation incluant une demi-journée de collecte de données) puis de collecte de données à Bokoro (région du Hadjer Lamis), au Bahr El Gazal, au Kanem, à Bol (région du Lac) et à Ndjamenas. Une revue bibliographique préliminaire a permis d'utiliser les données secondaires disponibles pour préparer l'évaluation. Des entretiens ont été réalisés avec les acteurs-clé des marchés sélectionnés : commerçants, transporteurs, autorités, ménages vulnérables etc. (cf. Annexe 2. Liste des acteurs enquêtés).

Les principes de l'EMMA sont fondés sur l'ignorance optimale et le degré d'imprécision approprié : la quantité de données et de détails requis pour produire des résultats suffisants, dans une période de temps limitée, est gardée à son minimum. La méthodologie est qualitative, itérative et fondée sur le principe du « good enough » ou « suffisamment bien ».

4. Analyse de la situation et contexte de l'étude EMMA

4.1. Contexte dans les régions du Kanem et du Bahr El Gazal

⁴ L'évaluation EMMA également couvert le marché du tourteau d'arachide et présenté dans le rapport « Analyse cartographique du marché du tourteau d'arachide » de Action Contre la Faim, Anne-Solenne Le Danvic, Février 2012

Les régions du Kanem et du Bahr el Gazal ont une production agricole déficitaire chronique, les conditions environnementales y étant particulièrement difficiles : sécheresse cyclique, variabilité spatio-temporelle de la répartition des pluies, désertification et érosion. Leurs conséquences sont une diminution de la production agricole et fourragère, entraînant une faible autosuffisance des populations pour couvrir leurs besoins alimentaires et donc une forte dépendance au marché pour accéder à la nourriture. Les marchés de ces régions sont donc approvisionnés par les régions productrices nettes de céréales, dans les zones méridionales du Tchad ou de la région du Lac.

Les enquêtes nutritionnelles menées par UNICEF en août-septembre 2011 dans ces régions montrent des taux de malnutrition aiguë globale de 20,1% dans le Kanem et 17,8% dans le Bahr el Gazal, au-delà du seuil d'urgence de 15% fixé par l'OMS. Selon l'enquête EFSA du PAM réalisée en mars-avril 2011, 46,3% de la population du Kanem et 40,5% de la population du Bahr El Gazal sont en insécurité alimentaire sévère, 20% de la population du Kanem et 22,7% de la population du Bahr El Gazal sont en insécurité alimentaire modérée.

Selon la mission conjointe de pré-évaluation de la campagne agricole sur l'ensemble du territoire, les rendements prévisionnels pour la plupart des cultures vivrières sont inférieurs de 8% par rapport à la moyenne quinquennale et de 34% par rapport à la campagne agricole précédente. Ce déficit est particulièrement marqué dans la bande sahélienne où le déficit est de 56% par rapport à la campagne précédente. La production ne couvrirait que 16% des besoins dans le Bahr el Gazal⁵, et 2% dans le Kanem⁶. Le déficit céréalier brut au niveau national quant à lui est de 626 000 tonnes selon le bilan céréalier prévisionnel 2011-2012.

La campagne pastorale est caractérisée par la pauvreté des pâturages : les pluies sont arrivées tardivement et n'ont pas été suffisantes pour permettre une bonne régénération des pâturages et la recharge des eaux de surface. Les pâturages ont commencé à jaunir dès le mois d'octobre mais l'on observait cependant des différences de biomasse au sein d'une même zone. Tout comme les cultures pluviales, ils ont été attaqués par les acridiens. On note une rareté des pâturages et d'eau d'abreuvement du bétail. Bien qu'aucun chiffre ne soit actuellement disponible, un déficit fourrager est à prévoir. Ce dernier risque de s'accompagner d'une forte détérioration de l'état d'embonpoint et donc de santé des animaux.

Alors que les éleveurs transhumants étaient arrivés tardivement dans la zone à cause du démarrage tardif des pluies, leur descente vers le sud s'est faite précocement du fait de la rareté des pâturages. L'amplitude de transhumance a donc été faible, la plupart des transhumants s'étant concentrés dans la zone agro-pastorale. L'approvisionnement en céréales dans le nord du Kanem et du Bahr el Gazal, zone pastorale où l'approvisionnement se fait généralement via les transhumants, a donc été faible.

Les prix des céréales sur les marchés ont fluctué pendant la période de soudure 2011 en fonction des distributions gratuites du PAM. Mais lors des récoltes en octobre, les prix du mil restaient supérieurs à la moyenne des 5 dernières années sur tous les marchés. Les très hauts niveaux de prix connus depuis mars-avril 2011 pénalisent déjà largement les ménages les plus vulnérables dépendants du marché et les éleveurs acheteurs nets de céréales. L'évolution des prix sur les marchés doit donc être suivie de près. Cette tendance risque de s'accroître dès février avec l'amorce de la soudure pastorale du fait de la faible disponibilité des pâturages.

Dans cette zone structurellement déficitaire, en année normale, les populations sont fortement (zone agro-pastorale) voire exclusivement (zone pastorale) dépendantes du marché pour couvrir leurs besoins alimentaires. Avec cette mauvaise campagne agricole dans la zone sahélienne c'est l'ensemble des ménages qui dépendent dès à présent du marché pour accéder à la nourriture.

⁵ DPSA/MAI/PAM/FEWS NET/FAO, Rapport de la mission conjointe de pré-évaluation de la campagne agricole 2011/2012.

⁶ Source : ONDR - Mao

4.2. Stratégie de Action Contre la Faim et OXFAM GB

Les prévisions de mauvais résultats de la campagne agricole 2011 nécessitent une intervention adaptée visant à renforcer l'accès aux marchés des ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Certaines interventions peuvent, à ce stade, être contre-productives si les marchés ne sont pas suffisamment fonctionnels et analysés avant l'intervention. La fragilité structurelle des marchés au Tchad et les effets des politiques de régulation sont autant d'éléments qui renforcent la nécessité d'une telle étude.

L'objectif global de cette étude vise à assurer une meilleure analyse des systèmes de marchés des céréales sèches, mil, sorgho, maïs, permettant :

- d'envisager une plus large gamme d'options de réponses dans un contexte de crise à progression lente au Sahel,
- de subvenir aux besoins essentiels et de protéger les moyens d'existence des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire,
- d'améliorer l'utilisation des capacités existantes des acteurs du marché,
- de soutenir et renforcer l'économie locale à moyen terme,
- de diminuer le risque de dépendance à l'assistance humanitaire,
- de permettre une réponse pragmatique face aux contraintes de ressources humaines et d'informations, en situation d'urgence.

La finalité de cette étude est de mener une analyse des marchés visant à :

- mieux comprendre le fonctionnement et les contraintes des marchés sélectionnés, mil, sorgho et maïs, en situation normale et en situation d'urgence ;
- établir une base de données de référence des principaux systèmes de marchés-clés, sur la base d'indicateurs spécifiques, afin de fournir une comparaison pertinente en terme de temps et d'espace, et de permettre d'évaluer l'impact d'une situation d'urgence dans le court et moyen terme sur les systèmes de marché ;
- évaluer la viabilité de programmes innovateurs et identifier les réponses les plus appropriées (transferts monétaires, appui en nature, appui au marché, plaidoyer) afin de répondre aux besoins des populations vulnérables affectées par la crise alimentaire sur du court, moyen et long terme. Au niveau pratique, l'un des résultats attendus de cette étude serait de vérifier la faisabilité d'interventions fondées sur l'utilisation de bons alimentaires ou des transferts monétaires comme composantes d'une réponse d'urgence ciblant les ménages dont les moyens d'existence sont affectés par les conséquences du déficit pluviométrique de 2011 en fonction de la capacité du marché et des autres interventions prévues (PAM, ONASA). La question principale qui intéresse particulièrement cette étude est de savoir comment répondraient les marchés dans les zones affectées par la crise, en cas d'intervention basée sur la distribution d'argent et/ou des coupons-valeurs ;
- adapter et tester les outils existants EMMA au contexte spécifique du Sahel, au Tchad, et d'en tirer les leçons afin d'améliorer l'outil dans ce type de contexte ;
- diffuser l'outil EMMA et renforcement des capacités des équipes intervenant au Tchad sur les questions d'analyse des marchés.

5. Portée de l'EMMA

5.1. Sélection de la zone et de la population cible

Les régions du Kanem et du Bahr El Gazal ont été sélectionnées car ce sont les zones d'intervention de Oxfam GB et de Action Contre la Faim : ce sont des zones vulnérables de façon chronique à

l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et affectées cette année par la combinaison d'une mauvaise pluviométrie et des attaques acridiennes.

La population cible a été choisie sur les critères suivants :

- **Les moyens d'existence** : pour des raisons évidentes de simplification, 2 grandes catégories ont été retenues qui représentent la majorité de la population, (1) les éleveurs nomades et semi-sédentaires, et (2) les agropasteurs/agriculteurs. En réalité, il existe de nombreux groupes socio-économiques et de types d'élevage qui ne sont pas toujours évidents à déterminer et à classer (d'ailleurs de nombreuses terminologies sont utilisées).
- **La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire** : l'insécurité alimentaire a été utilisée comme un proxy indicateur de la vulnérabilité. Les chiffres relatifs à la proportion des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire sont tirés du rapport d'évaluation⁷ de la sécurité alimentaire des populations affectées par la sécheresse dans la bande sahélienne ouest du Tchad en 2010.
- Le nombre de personnes a été calculé sur la base des données du recensement⁸ national de 2009 qui a permis d'estimer le nombre d'habitants des régions du Kanem et du Bahr El Gazal : respectivement 354.603 habitants et 260 865 habitants. L'estimation des populations par moyens d'existence a été réalisée suite aux entretiens réalisés avec les autorités et les données secondaires disponibles.

Région	Population cible	Nombre de population totale	% Population vulnérable	Nombre de population vulnérable
Bahr El Gazal	Eleveurs semi-sédentaires	64 000	65,5%	41 920
	Agropasteurs	200 000	65,5%	131 000
	Population cible totale Bahr El Gazal			172 920
Kanem	Eleveurs semi-sédentaires	100 000	63,6%	63 600
	Agropasteurs/Agriculteurs	250 000	63,6%	159 000
	Population cible totale Kanem			222 600
Population cible totale		395 520		

Tableau 1: Calcul de la population-cible dans les régions du Bahr El Gazal et du Kanem

5.2. Sélection des marchés critiques et des question-clés analytiques

• Marchés critiques :

Les marchés critiques des céréales sèches, maïs, mil et sorgho, ont été sélectionnés sur la base des besoins prioritaires de la population cible et de la stratégie de Oxfam GB et de Action Contre la Faim. Ces marchés correspondent à la base de l'alimentation des populations permettant d'assurer une sécurité alimentaire immédiate.

• Questions-clé analytiques

- Comment les marchés du mil, du maïs et du sorgho fonctionnent-ils en bonne et en mauvaise année ?

⁷ VAM, PAM, République du Tchad, Evaluation de la sécurité alimentaire des populations affectées par la sécheresse dans la bande sahélienne ouest du Tchad, mars 2010

⁸ RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Tchad, 2009

- Y a-t-il des différences de fonctionnement des marchés entre les deux régions ? Si oui, quelles sont-elles ?
- Le marché du sorgho est-il important au Kanem et au BeG ?
- Quelles sont les principales contraintes affectant les populations vulnérables pour avoir accès aux céréales ?
- A partir de l'étude de marché des trois céréales, quelle est la capacité globale de ces marchés à répondre aux besoins des population-cibles dans chacune des 2 régions ?
- Dans cette situation, quels sont les types d'interventions les plus appropriées : transferts monétaires et selon quelles modalités, distribution directe, ou autres interventions indirectes ?

- **Définition du choc**

Le terme de « choc » apparaît inapproprié dans un contexte de crise à progression lente.

La situation de référence a été déterminée sur la base de **deux scénarios** correspondant aux résultats de la campagne agricole et pastorale dans les régions du Bahr El Gazal et du Kanem : une « bonne année » correspond à une « bonne récolte de mil », et une « mauvaise année » correspondant à une « mauvaise récolte de mil ». Dans le cas spécifique des zones pastorales, la bonne ou la mauvaise année sont déterminées par rapport à l'état des pâturages.

5.3. Analyse des besoins

Les ménages peuvent consommer plusieurs types de céréales, et dans l'optique de répondre à la question analytique d'évaluation de la capacité globale des marchés en céréales, le profil des ménages s'est attaché à évaluer le besoin global en céréales, tout en détaillant les préférences et l'utilisation de chaque céréale.

La méthodologie EMMA s'appuie sur une approche qualitative pour dresser le profil des ménages des groupes-cibles sélectionnés. Au total, 30 entretiens ont été réalisés, mais les données de trois questionnaires n'étaient pas fiables et n'ont donc pas été retenues pour l'analyse.

Groupes cibles	Nombre de femmes de ménages interrogées	Nombre d'entretiens
Éleveurs	2	10
Agriculteurs/Agropasteurs	9	20
Total	11	30

Tableau 2 : Nombre d'entretien ménages réalisés sur les régions du Bahr El Gazal et du Kanem

Le besoin alimentaire par ménage a été calculé sur la base des données des profils ménages réalisés pendant l'étude et des standards FAO de 159 kg par personne et par an.

La part du revenu mensuel attribuée à l'achat de céréales a été ramenée à une consommation quotidienne et par personne dans le ménage. Les prix du mil et du maïs de décembre 2011⁹ de chaque région ont été utilisés, soit 282 FCFA par kg de mil et 221 FCFA par kg de maïs à Mao, et 298 FCFA par kg de mil et 300 FCFA par kg de maïs à Moussoro.

Tous les éleveurs ont été comptabilisés dans la population-cible même si en réalité, certains éleveurs sont partis de la région à la recherche de pâturage.

⁹ Source : SIM-Fewsnet. Le prix en janvier 2012 n'était pas encore disponible et a subi des fluctuations durant le mois dues aux ventes subventionnées de l'ONASA

Des projections de besoins alimentaires dans les prochains mois ont été réalisées sur la base des données secondaires existantes et des profils ménages : les sources de revenus sont en général irrégulières, précaires et saisonnières. L'étude a considéré que les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire, que ce soient des éleveurs ou des agropasteurs, n'auront plus les ressources financières pour acheter des céréales à partir d'avril, les sources de revenu étant extrêmement limitées en saison sèche et ne peuvent plus couvrir leurs besoins alimentaires. Les éleveurs devraient sortir de la période de soudure à la saison des pluies, en juillet lorsque les pâturages permettront au bétail d'améliorer leur état d'embonpoint et de produire du lait. En revanche, les agropasteurs seront en période de soudure jusqu'à la prochaine récolte, en octobre.

	Population cible	Nombre de personnes en besoin	Manque alimentaire par personne et par mois	Manque alimentaire total (en Tonne Métrique)	Durée du manque alimentaire
Bahr El Gazal	Eleveurs semi-sédentaires	41 920	7,7 kg (5,6 kg couverts)	323 MT par mois sur 2 mois	6 mois (Février à Juillet)
			13,25 kg	555 MT par mois sur 4 mois	
	Agropasteurs	131 000	4,6 kg (8,6 kg couverts)	602 MT sur 2 mois	8 mois (Février à Septembre)
			13,25 kg	1736 MT sur 6 mois	
Kanem	Eleveurs semi-sédentaires	63 600	2,7 kg (10,5 kg couverts sur 2 mois)	172 MT par mois, sur 2 mois	6 mois (Février à Juillet)
			13,25 kg sur 4 mois	843 MT par mois sur 4 mois	
	Agropasteurs/Agriculteurs	159 000	5,25 kg (8 kg couverts) sur 2 mois	835 MT par mois sur 2 mois	8 mois (Février à Septembre)
			13,25 kg sur 6 mois	2106 MT par mois sur 6 mois	
<p>Manque alimentaire global:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bahr El Gazal 925 MT par mois sur 2 mois 2291 MT par mois sur 4 mois • Kanem 1007 MT par mois sur 2 mois 2949 MT par mois sur 4 mois 					

Tableau 3 : Calcul du besoin alimentaire par groupe-cible et par région

Les calculs des volumes (en tonnes métriques) disponibles sur les marchés ont été calculés de la manière suivante :

- Sélection des marchés primaires comme principaux marchés d'approvisionnement des régions déficitaires. Les flux secondaires n'ont pas été pris en compte dans l'évaluation des

volumes approvisionnant le marché, en considérant qu'ils étaient négligeables par rapport aux flux principaux¹⁰.

- Les données portant sur les volumes, le nombre d'acteurs ont été collectés auprès des commerçants, transporteurs et autorités.
- Les données de référence en une bonne et en mauvaise année permettant de réaliser des projections dans les mois qui suivent.

Région	BAHR EL GAZAL	KANEM
Marché Mil	Janvier à Juin : 500 MT à 750 MT par mois Juin à Septembre : 300 à 400 MT par mois	Janvier à Juin : 600 MT par mois Juin à Septembre : 700 à 800 MT par mois
Marché Maïs	200 MT par mois entre Janvier et Septembre	Janvier à Juin : 400 MT par mois Juin à Septembre : 1200 MT par mois
Marché Sorgho	Juin à Septembre : 50 MT par mois	Mai et Juillet: 50 à 60 MT par mois
ONASA	Mil : 385 MT en mai Maïs : 100 MT en mai Sorgho : 300 MT en mai Autre céréale (Riz) : 36,3T en mai	Mil : 258 MT en mai Maïs : 755 MT en mai Sorgho : 635 MT en mai Autre céréales (Riz) : 38 MT en mai
FAO	Opération Travail contre Nourriture Céréales : 95 MT par mois entre février et juin	Opération Travail contre Nourriture Céréales : 190 MT par mois entre février et juin
PAM	Céréales ?	Céréales ?
Total par mois céréales	Février – Mars : 800 MT – 1050 MT par mois Avril – Juin : 900 MT – 1150 MT par mois Juillet- Septembre : 350 MT - 450 MT par mois	Février – Juin : 1200 MT par mois Juillet- Septembre : 2100 MT à 2200 MT par mois

Tableau 4 : Calcul de la capacité des marchés en céréales

6. Environnement du marché des céréales

A la fin des années 1990, la production céréalière au Tchad était insuffisante pour couvrir les besoins de consommation de la population. Le CILSS indique qu'au cours des dernières décennies, la production céréalière nationale a couvert une part croissante des besoins de consommation de la population, comme le montre le tableau ci-dessous¹¹.

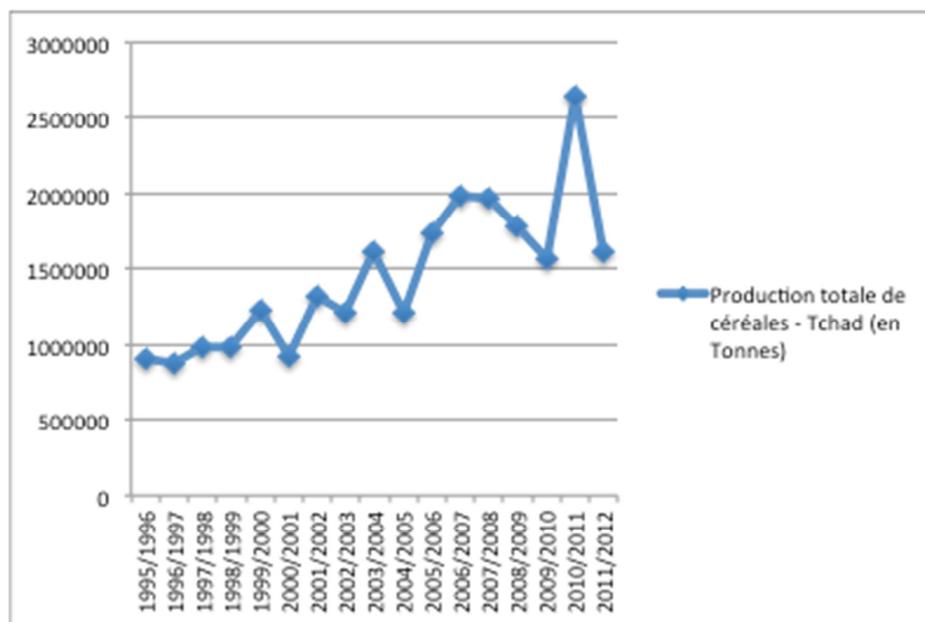
Années 1987-1992	Années 1992-1997	Années 1997-2002	Années 2002-2007
70%	81%	91%	109%

Tableau 5 : Taux de couverture des besoins céréaliers par la production nationale (source : CILSS, CSAO)

¹⁰ Cette hypothèse fait essentiellement référence aux chameliers et transporteurs amenant du maïs du Lac au Kanem, entre octobre et février, avant le début de la saison chaude.

¹¹ Il convient de mentionner que les données présentées sont issues de méthodes différentes.

La production nationale en céréales est globalement ascendante sur les sept dernières années et est comprise entre 1,5 millions et près de 2,6 millions de tonnes par an. La production céréalière est cependant irrégulière et dépend largement des facteurs climatiques, des ravageurs et maladies, ainsi que des moyens d'exploitation mis à disposition des producteurs.



Graphique 1 : Production nationale de céréales entre 1995 et 2012 (chiffres préliminaires pour la campagne 2011/2012) –Source: DPSA /ONDR/SODELAC

La politique publique du Tchad dans le domaine de la sécurité alimentaire s'articule autour d'un Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) adopté en 2005, qui tient lieu de cadre de référence au gouvernement et aux partenaires. Il vise l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations notamment par l'accroissement et la diversification des productions agricoles au moyen de la mise en place de politiques et d'investissements agricoles.

Le Tchad dispose également d'un dispositif national de sécurité alimentaire : le Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Crises (CASAGC), présidé par le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation et regroupant 10 Ministères (dont depuis peu le Ministère du Commerce) et les partenaires au développement. Le seul outil d'intervention de ce dispositif réside dans la commercialisation, à prix subventionné, de produits vivriers de grande consommation (principalement céréaliers) par le biais de l'Office National de la Sécurité Alimentaire (ONASA). Le mandat de la structure est de distribuer des denrées aux populations vulnérables par l'intermédiaire de son réseau de 22 magasins dans le pays.

L'ONASA exécute des achats de céréales et des ventes à prix modéré, mais peut également mettre en place des distributions gratuites si la situation le nécessite. Les capacités de stockage de l'Office sont en expansion – d'environ 15,000 tonnes en 2008 (CILSS, 2008), ils atteignent actuellement entre 20,000 et 30,000 tonnes. Les volumes de vivres manipulés par l'ONASA sont certes en augmentation mais n'atteignent pas les capacités de stockage actuelles. Il est utile de noter que la capacité de l'ONASA est nettement inférieure aux Offices céréaliers des pays sahéliens, qui dépassent les 70,000 tonnes de capacité au Niger, au Burkina et au Mali.

Suite à la hausse des prix connue en 2008, le Tchad a également mis en place un comité interministériel *ad hoc* chargé de faire des propositions afin de juguler la hausse des prix des produits de première nécessité (Arrêté n°1815/PR/PM/08 du 02 juin 2008). Dans le cadre de ce comité quatre mesures avaient ainsi été retenues en 2008 :

- La vente à un prix préférentiel de la moitié des céréales stockées par l'ONASA au profit de toutes les couches sociales ;
- L'importation des céréales telles que maïs, mil pénicillaire et sorgho pour réapprovisionner le stock de l'ONASA et compléter la quantité mise sur le marché ;
- La défiscalisation totale des produits alimentaires d'importation tels que le riz, le lait, l'huile et la farine de froment. A ces mesures, s'en ajoutent trois autres, prises de façon anticipée par le gouvernement, pour tenter de contenir la hausse des prix. Il s'agit de :
 - La suppression des taxes sur le secteur de l'élevage ;
 - La vente à un prix préférentiel en date du 06 juin 2008 de la moitié des céréales stockées par l'ONASA aux fonctionnaires ;
 - L'interdiction de l'exportation de toutes denrées alimentaires, y compris le bétail sur pied et le poisson séché.

Face à la persistance de la hausse des prix, le gouvernement a également pris une mesure de fixation des prix des produits alimentaires, après discussion avec les opérateurs privés et la société civile. Un comité chargé du suivi de ces mesures à d'autre part été mis en place (Arrêté n°883/PR/PM/2009). Au delà du caractère plutôt inefficace du plafonnement des prix, se pose la question de leurs effets induits sur les incitations des acteurs de la filière. Etant donné que les prix plafonds cités n'ont pas été fixés par rapport aux coûts de production et de commercialisation, leur application a pu entraîner une raréfaction des denrées sur le marché et des transactions hors-marchés. D'après CILSS et al. (2010), le plafonnement des prix a également fait que les commerçants ont préféré délaissé le commerce céréalier afin de s'investir dans d'autres secteurs d'activité. Des actions ponctuelles sur les marchés, se traduisant par des amendes ou des saisies pour les commerçants en infraction, sont opérées par l'autorité publique.

Le Tchad bénéficie de circonstances macroéconomiques globalement favorables à la stabilité des prix. En année normale, le pays devrait être en mesure de couvrir l'essentiel de ses besoins alimentaires. Le pays connaît toutefois une forte hausse des prix depuis 2008. La conjoncture des pôles économiques extérieurs (Cameroun et Nigéria à l'Ouest, Soudan à l'Est) influence la direction des flux agricoles au Tchad. Les politiques publiques visant à atténuer l'impact de la hausse des prix reposent sur un stock céréalier de dimension modeste, et sur un ensemble de mesures fiscales ou douanières, dont le plafonnement des prix. Les politiques de lutte contre la hausse des prix ont d'ailleurs inclus récemment la suspension des taxes des mairies sur les céréales commercialisées au niveau des marchés.

7. Analyse du système de marché du mil

7.1. Situation du système de marché en bonne et en mauvaise année

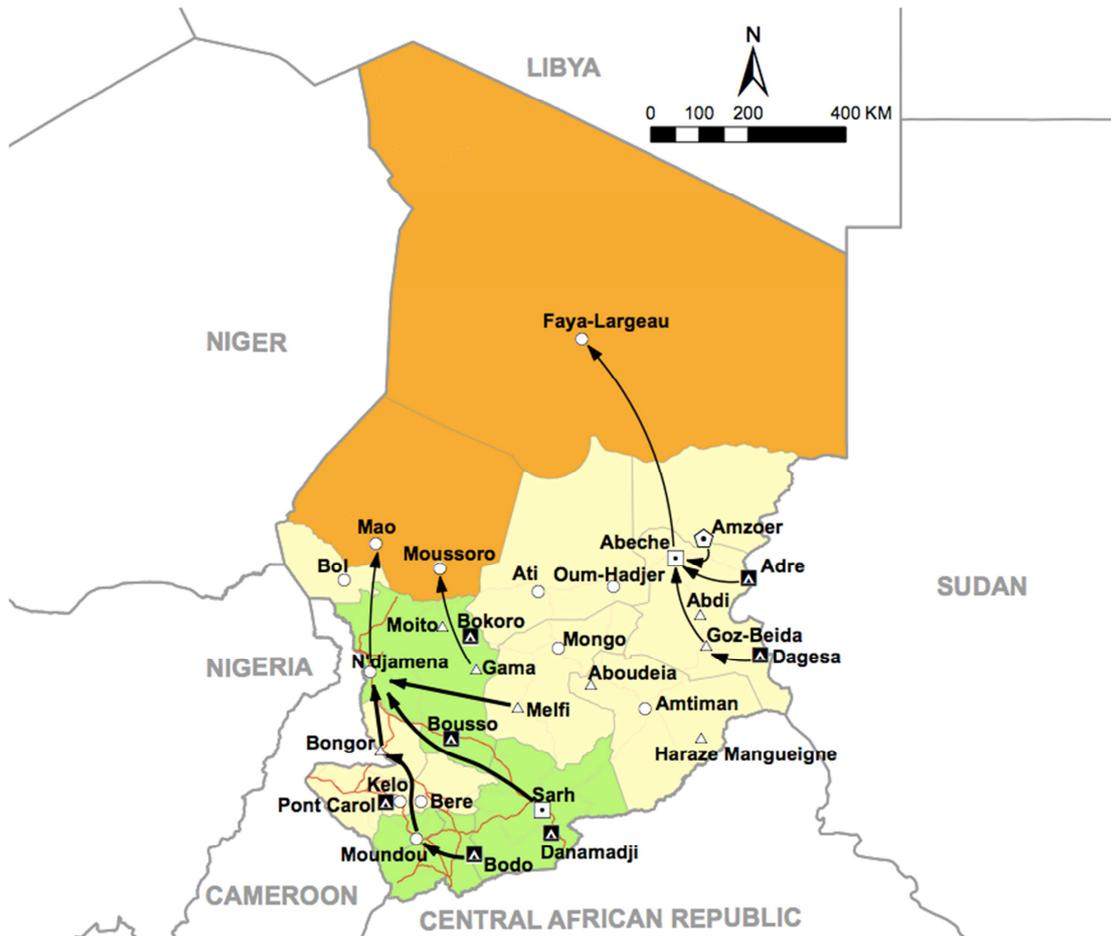


Figure 2 : Marché du mil : zones de production et flux commerciaux (source FEWSNET)

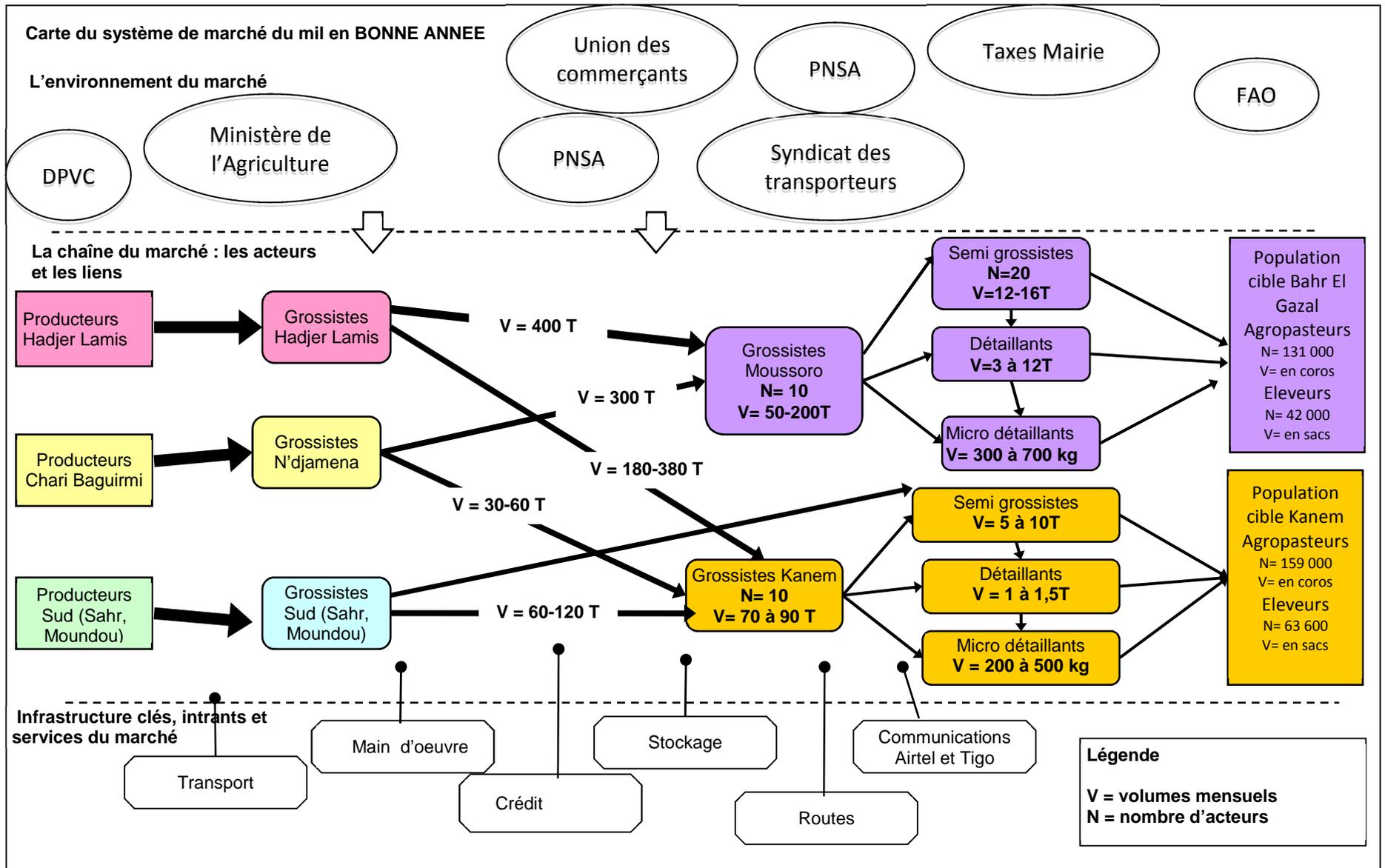


Figure 3: Carte du système de marché du mil en bonne année

7.1.1 Le marché du mil : flux des zones de production vers les zones déficitaires

A. Grossistes/ Importateurs à N'Djamena : concentration du marché du mil

Il existe 9 grossistes de céréales qui sont organisés en association à N'Djamena. Ils commercialisent entre 50 000 et 100 000 tonnes de céréales par an, respectivement en bonne année et en mauvaise année de production agricole nationale.

La moitié de ces céréales est importée des pays voisins, du Nigéria et du Cameroun, les coûts d'achat et de transport étant inférieurs aux coûts d'approvisionnement des zones de production du Tchad qui sont plus éloignées et moins bien desservies par les infrastructures de transport. Les importations de céréales sont encadrées par la Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC) qui délivre des permis d'importation.

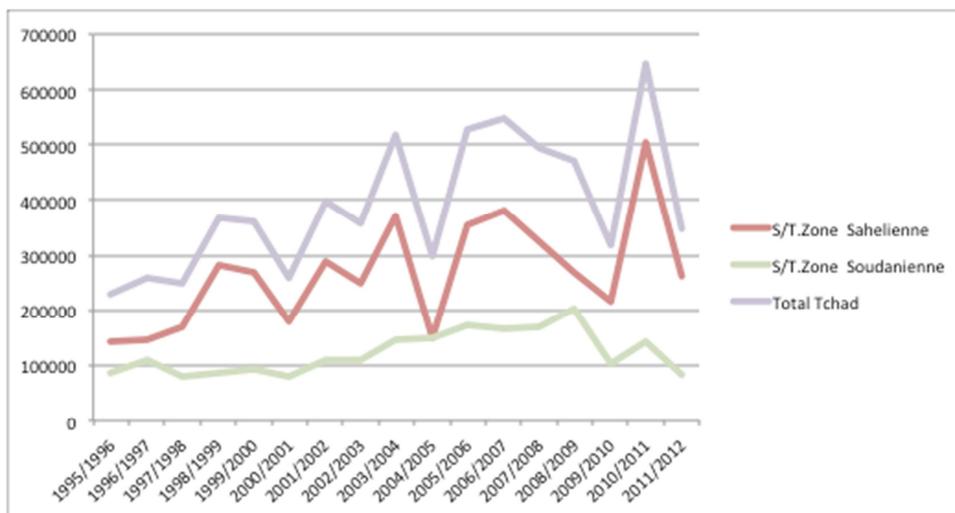
L'autre moitié des approvisionnements provient des grandes zones de production de mil au Tchad : région du Hadjer Lamis (Bokoro, Gama, Massakory), région du Sud (Sahr, Moundou), région du Chari Baguirmi. Les commerçants grossistes achètent la quasi-totalité de leur stock à la récolte dans ces régions et le ramène en totalité à Ndjamenà à l'aide de gros porteurs. Certains grossistes sont propriétaires de leurs moyens de transport. Lorsque la campagne agricole nationale s'annonce mauvaise, certains grossistes n'hésitent pas à payer à l'avance les producteurs, avant la récolte, afin de sécuriser leur stock mais aussi de bénéficier d'un prix souvent inférieur au prix de vente au moment de la récolte.

Ces grossistes répondent également aux appels d'offre lancés par le gouvernement pour la reconstitution des stocks de l'ONASA, en se regroupant et partageant leurs moyens (financiers, stockage, transport etc.).

Parmi ces grossistes, cinq approvisionnent le Kanem et le Bahr El Gazal en mil, respectivement 3 600 T et 4 000 T par an. Lorsque ces régions subissent une mauvaise campagne agricole, les volumes augmentent d'environ 25%.

B. Zones de production du mil

Les principales zones d'approvisionnement en mil des régions du Kanem et du Bahr El Gazal sont les régions du Hadjer Lamis, Salamat, Moyen Chari, Mayo Kebbi, Mayo Pone et Chari Baguirmi. Comme le montre le graphique 2, la production nationale augmente globalement sur les sept dernières années mais est très irrégulière, surtout dans la zone sahéenne qui est confrontée à des facteurs climatiques et environnementaux très contraignants pour la production.



Graphique 2: Production nationale de mil entre 1995 et 2012 (chiffres préliminaires pour la campagne 2011/2012) – Source: DPSA /ONDR/SODELAC

Dans ces zones de production, les producteurs réalisent des stocks et vendent une partie aux commerçants grossistes, soit directement, soit à travers des intermédiaires :

- Collecteurs qui achètent aux producteurs dans les villages et revendent aux grossistes
- Intermédiaires présents sur les marchés du département, qui regroupent les producteurs et organisent la vente auprès des grossistes.

Selon les informations collectées sur une des zones de production (Bokoro, Département de Dababa), les grossistes ont un volume de stockage compris entre 500 et 10 000 sacs de mil de 100 kg, soit entre 50 et 1000 tonnes en bonne année de production de mil, une minorité¹² ayant des stocks supérieurs à 500 Tonnes. Ces grossistes effectuent leurs achats au moment de la récolte, entre octobre et janvier, et commencent à vendre leur stock entre janvier et mars, avec un pic pendant la saison des pluies (entre juin et septembre). Le temps nécessaire pour constituer un stock important est compris entre 1 à 2 mois, le temps d'identifier les producteurs et organiser la collecte du mil.

Lorsque la campagne agricole est mauvaise, les grossistes ne peuvent pas constituer de stocks aussi importants (selon les grossistes de Bokoro, leurs stocks sont divisés par 3). Dans ce cas, ils limitent leurs ventes hors de la région afin de répondre aux besoins de la population de leur propre zone, et éventuellement s'approvisionnent auprès des grossistes de Ndjama et du sud du Tchad (Salamat).

Dans le Bahr El Gazal et le Kanem

Le marché du mil est fortement marqué par la saisonnalité, qui comprend une période de récolte des céréales (entre octobre et décembre) où les ventes et le prix sont les plus faibles et une période de soudure (entre juin et octobre) où les ventes et le bénéfice réalisés par les commerçants sont les plus importants.

La production de mil dans les régions du Kanem et du Bahr El Gazal, même en bonne année, reste faible et est majoritairement autoconsommée. Elle sera détaillée dans la partie 9 « consommateurs et population-cible ».

Les zones d'approvisionnement sont différentes entre les deux régions du Bahr El Gazal et du Kanem.

¹² 3 grossistes sur 20 avaient cette capacité. Les autres grossistes avaient des stocks compris entre 50 et 200 tonnes

Lorsque la campagne agricole au Bahr El Gazal est bonne, la région est approvisionnée par 2 canaux principaux, la région du Hadjer Lamis, et plus précisément par le département de Dababa (Bokoro et Gama) et la région du Chari Baguirmi (Ndjamena). Le Guéra (Ndjamena Boulala) approvisionnerait également le marché de Moussoro et quelques marchés secondaires mais dans une proportion extrêmement réduite.

Lorsque la récolte de mil au Bahr El Gazal est bonne, ce sont environ 500 tonnes à 750 tonnes par mois, entre novembre et juin, qui sont acheminées sur la région. En revanche, lorsque la production de mil est mauvaise, la région est approvisionnée de novembre à mars, entre 1000 à 1500 tonnes par mois, et de mars à juin, entre 500 et 750 tonnes par mois : les quantités de mil diminuent par manque de disponibilité dans les zones de production et parce que le prix d'achat est élevé. En mauvaise année à la fois dans la région et lorsque la production de mil est réduite dans le Hadjer Lamis, les grossistes du Bahr El Gazal s'approvisionnent auprès des grossistes de Ndjamena ou dans les régions de l'est et du sud (Ouaddaï, Moundou, Sahr). En cas de manque de disponibilité de mil au Tchad ou de prix très élevés, les grossistes vont alors s'approvisionner au Nigéria voisin.

Les zones d'approvisionnement du Kanem sont plus diversifiées : zones du sud du Tchad (Moundou, Sahr), région du Hadjer Lamis (Département de Dababa - Gama, Bokoro – Massakory) et du Chari Baguirmi (Ndjamena).

En bonne année au Kanem, ce sont environ 300 tonnes à la récolte et jusqu'à 600 tonnes à la période de soudure qui sont acheminées dans la région. En mauvaise année au Kanem, il arrive entre 600 tonnes par mois en période de récolte jusqu'à 700 à 800 tonnes en période de soudure. En mauvaise année, à la fois sur leur zone et lorsque la production de mil est réduite dans les zones d'approvisionnement habituelles, les grossistes du Kanem s'approvisionnent également au Nigéria¹³ et au Niger¹⁴.

C. Commerçants grossistes à Moussoro et à Mao : un monopole sur chaque région

Les grossistes de Moussoro et de Mao sont peu nombreux, environ une dizaine par région, et ils approvisionnent tous les marchés de leur région. Ces grossistes n'exercent pas exclusivement leur activité sur le marché du mil, mais commercialisent également d'autres céréales (maïs, sorgho, farine de blé) et parfois du tourteau d'arachide.

Les grossistes utilisent en grande majorité des intermédiaires ou collecteurs qu'ils envoient dans la zone de production soit auprès des grossistes de la zone, soit auprès des producteurs directement pour réaliser leurs achats. Les grossistes du Bahr El Gazal et du Kanem utilisent les moyens de transport de leur région pour acheter le mil et l'acheminer dans leur zone : ils sont soit propriétaires soit ils louent des gros porteurs. Ils payent comptant mais peuvent avoir accès au crédit s'ils entretiennent une relation privilégiée avec leurs fournisseurs. Les grossistes ont souligné la forte concurrence entre les grossistes des zones déficitaires pour l'achat en mil dans les zones de production lorsque l'année est mauvaise, ce qui fait augmenter les prix et diminue les possibilités d'approvisionnement.

En mauvaise année, de nouveaux commerçants grossistes, environ une trentaine, dits « opportunistes » et provenant d'autres zones du Tchad viennent sur le Bahr El Gazal et le Kanem pour vendre des céréales. Ils commercialisent en général environ 50 tonnes de mil (ou maïs) par mois.

¹³ L'étude n'a pas permis d'obtenir des informations fiables sur les volumes de mil importés du Nigeria. Les grossistes interrogés importeraient entre 25 et 50 tonnes par mois de mil en provenance du Nigeria.

¹⁴ L'étude n'a pas permis d'obtenir des informations fiables sur les volumes de mil provenant du Niger. A priori, les échanges seraient fondés sur des liens de parentés entre arabes fezzanais de part et d'autre de la frontière. Ils enverraient 1100 tonnes de mil du Niger en mauvaise année, en 2 fois, qui seraient vendus à des prix inférieurs au marché aux populations vulnérables.

Stratégies d'achats, d'approvisionnement et de stockage

Les commerçants grossistes font appel à différentes stratégies d'achats, d'approvisionnement et de stockage.

Selon leurs capacités financières, de transport et de stockage, les plus gros grossistes (qui sont en général transporteurs) réalisent leurs achats au moment des récoltes, stockent dans les zones de production et acheminent au fur et à mesure leur stock vers leur zone de commercialisation. D'autres grossistes adoptent une politique orientée vers le flux tendu en possédant un stock très réduit (environ 200 à 300 sacs de mil) par manque de capacité financière et de stockage : ils achètent au fur et à mesure le mil et le revendent sur leur zone. A l'approche de la saison des pluies, ils commencent à constituer un stock leur permettant de couvrir toute la période de soudure. Lors de mauvaise année au Kanem et au Bahr El Gazal, la constitution du stock se réalise plus tôt dans l'année, vers mars au lieu de mai-juin.

Ces stocks sont essentiellement vendus pendant la saison des pluies, correspondant au pic de période de soudure pour la majorité de la population. En effet, pendant cette saison, il n'est plus possible de s'approvisionner car les routes sont difficiles d'accès ou impraticables et il y a un manque de disponibilité de céréales au niveau des zones de production.

Lors de mauvaise année, le prix du sac de mil est élevé, certains grossistes sont limités pour augmenter leur stock par manque de capacité financière. De plus, ils adoptent une stratégie de gestion des risques pour limiter leurs pertes au stockage et de bénéfices liée à la forte fluctuation des prix. Les interventions de l'ONASA, sous forme de ventes subventionnées à un prix inférieur à celui du marché, ont eu une forte influence sur la gestion de leurs stocks : ils les limitent avant la période de soudure au moment où l'ONASA réalise les ventes subventionnées, afin de limiter leurs pertes financières.

Leurs stocks, avant la saison des pluies, sont compris entre 80 à 150 tonnes pour chaque grossiste¹⁵. Lors de mauvaise année, certains augmentent leurs stocks jusqu'à 200 tonnes. Ces stocks, constitués dès la récolte ou quelques mois avant la période des pluies leur permettent de réaliser des marges importantes pendant la saison des pluies ou période de soudure, le différentiel de prix entre l'achat et la revente étant important. Malgré ces stratégies de stockage, autant au Bahr El Gazal qu'au Kanem, tous les acteurs et population ont déclaré un manque de disponibilité en céréales pendant la période de soudure, et cela quelque soit l'année (bonne ou mauvaise). En effet, même en bonne année, le marché ne couvrirait que 30% des besoins alimentaires en période de soudure (sur la norme FAO).

Le temps de restockage est assez long, entre 15 jours à 1 mois en période de récolte, jusqu'à 3 mois en saison des pluies. En effet, l'état des routes est mauvais, la disponibilité en céréales est limitée et nécessite de nombreuses démarches pour identifier les producteurs ou commerçants qui ont des stocks, et les zones d'approvisionnement sont plus éloignées. Les coûts de transport entre les zones de production et les régions du Kanem et du Bahr El Gazal sont donc très élevés, et expliquent en partie le prix du sac de mil à la revente. Les grossistes ont également évoqué certains problèmes auxquels ils sont confrontés lors du transport des céréales telles que des barrières militaires et des tracasseries douanières.

Les grossistes vendent chacun entre 50 et 200 tonnes de mil par mois. Ils commencent à vendre leur stock de mil dès janvier, lorsque la population a épuisé ses stocks de mil produit, jusqu'à la prochaine récolte (octobre). Il est clair qu'ils constituent un oligopole sur chaque région, s'entendent sur le prix de vente et spéculent sur les prix afin d'augmenter leur bénéfice, notamment en période de soudure.

¹⁵ Ces volumes sont donnés pour le début de la saison des pluies.

Au Bahr El Gazal, les principaux clients de ces grossistes sont les éleveurs, qui constituent entre 65% et 80% de leurs ventes. Au Kanem, ce sont les détaillants de la région qui sont leurs principaux clients, suivi des éleveurs et du reste de la population.

D. Semi-grossistes et détaillants

Les semi-grossistes de Mao et de Moussoro sont peu nombreux (respectivement 4 et 6) et traitent des volumes compris entre 120 et 160 sacs par mois (soit 12 à 16 tonnes) et sont des hommes. En mauvaise année, ils doublent leurs ventes, soit environ 24 tonnes par mois. Ces semi-grossistes s'approvisionnent auprès des grossistes de leur région, et plus rarement directement auprès des grossistes de la zone de production de mil. Ils vendent aux détaillants et micro-détaillants, mais aussi au détail, à la population environnante et aux éleveurs. La majorité de leurs clients sont des éleveurs (entre 60% et 80% de la clientèle).

Les détaillants sont plus nombreux et sont majoritairement des femmes. Sur les marchés primaires (Mao, Moussoro), elles traitent un volume compris entre 30 à 120 sacs par mois (soit 3 à 12 tonnes) selon la saison.

Les détaillants de la région viennent s'approvisionner au marché de Mao ou de Moussoro, en utilisant la voiture ou l'âne, et revendent dans leurs villages ou dans les marchés hebdomadaires de la région. Dans certains villages importants de la région (Salal par exemple), on trouve des détaillants qui commercialisent de 15-20 sacs par mois en bonne année pastorale (soit 1,5T à 2T), et entre 20 et 40 sacs par mois pendant une mauvaise année pastorale et agricole (soit 2 à 4T). Les détaillants plus petits de la région, la plupart des femmes, vendent entre 3 et 7 sacs par mois en bonne année, et jusqu'à 15 sacs par mois en mauvaise année.

Les semi-grossistes et détaillants ne possèdent pas de stocks ou en quantité très réduite, et peuvent difficilement augmenter leur stock en année mauvaise ou si la demande est plus importante car ils sont limités en capital financier, en moyens de transport et en capacité de stockage. Ils sont dépendants de la fluctuation des prix et par manque de capital financier, ils restent limités pour augmenter le nombre de sacs de mil lorsque le prix du mil est trop élevé. Cependant, les détaillantes achètent souvent à crédit auprès des grossistes et remboursent lors des achats suivants. Elles pourraient augmenter de 20% leurs achats si elles ont une garantie d'avoir plus de clients.

Dans les zones du Nord, où l'élevage domine, les commerçants font face à des difficultés saisonnières : lors de mauvaise année dans la région, les éleveurs, principaux clients, se déplacent plus loin et plus longtemps, et les commerces ont moins de clients. En revanche, lorsque les éleveurs sont dans leur zone d'attache pendant la saison des pluies, les détaillants ont du mal à répondre à la demande par manque de stocks.

E. Microdétaillants

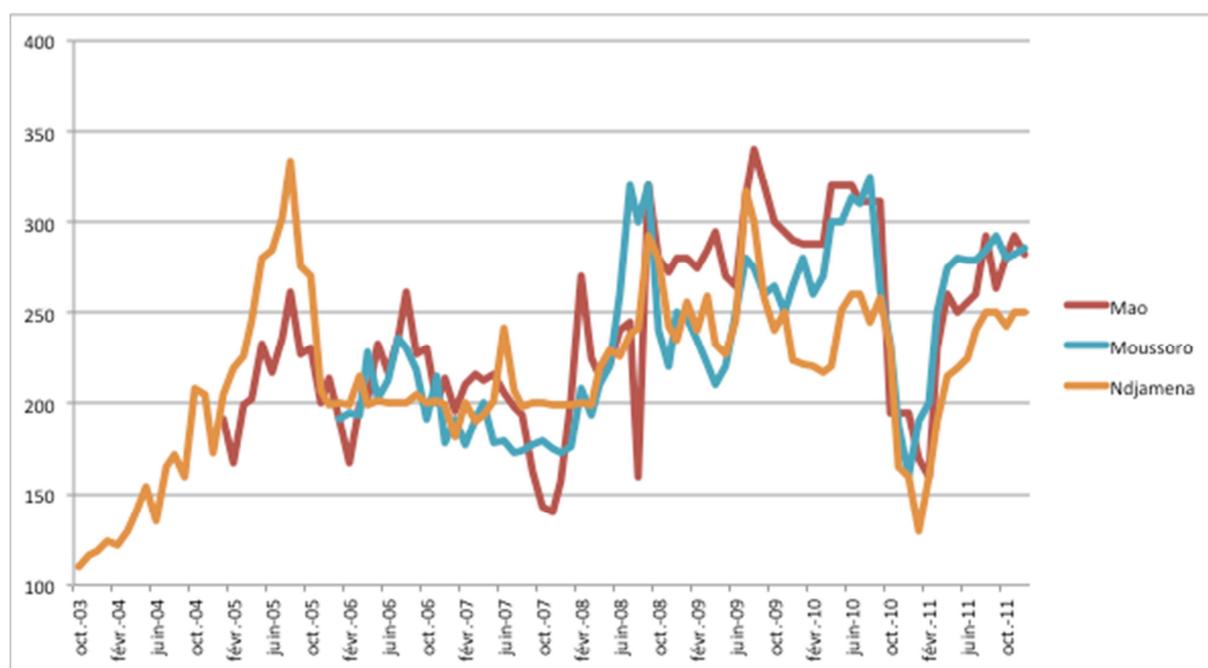
Ce sont des femmes qui achètent auprès des grossistes et semi-grossistes/détaillants entre 3 à 5 sacs de mil par mois en bonne année, et entre 4 et 10 sacs par mois en mauvaise année. Elles revendent le mil en coro¹⁶, entre 35 et 40 coros par semaine (soit 1 sac) en bonne année et 70 à 140 coros par semaine en mauvaise année (soit 2 à 4 sacs). Elles ne possèdent pas de stock et dès qu'elles épuisent leur mil, elles rachètent à crédit plusieurs sacs auprès de leur fournisseur.

Elles sont présentes à la fois sur les marchés hebdomadaires de la région- elles peuvent d'ailleurs en fréquenter plusieurs dans la semaine-et dans les villages de façon permanente.

¹⁶ Le coro de mil équivaut à 2,6 kg.

7.1.2 Prix du mil et saisonnalité

Le prix du mil varie beaucoup sur l'année : il est faible à la période de récolte et augmente jusqu'à la période de soudure où il atteint son plus haut niveau. Dans ce cas, de nombreux ménages, totalement dépendant du marché pour leur achat de céréales, s'endettent auprès des commerçants et de leur famille pour pouvoir acheter du mil.



Graphique 3: Prix du mil (en kg) entre octobre 2003 et Décembre 2011 à Mao, Moussoro et Ndjamaena (source : ONDR, SIM)

L'évaluation a permis de déterminer le prix du mil¹⁷ au niveau de chaque acteur et de relever les coûts de transport.

Les grossistes réalisent plus de bénéfices pendant la période de soudure, lorsque les prix du mil deviennent très élevés.

Les coûts de transport sont très élevés, autant entre la zone de production et les marchés primaires de Mao et de Moussoro, qu'entre ces mêmes marchés et les marchés secondaires et tertiaires de la région.

	Janvier 2012 – Bahr El Gazal	Janvier 2012 - Kanem
Prix producteur	Prix d'achat Gama/Bokoro : 20 000 FCFA le sac Prix d'achat au Nigeria : 12 500 FCFA le sac	
Grossistes zone de production (Bokoro)	Prix de vente : 28 000 FCFA le sac –Evolution prévue à 40 000FCFA	
Coût de transport	Bokoro – Moussoro : 3000-4000 FCFA par sac	Zone du sud (Salamat) - Mao: 10 000 FCFA par sac Gama – Mao : 5500 FCFA – 6000 FCFA par sac
Grossistes – Kanem et Bahr El	30 000 – 31 000 FCFA le sac	31 000 FCFA (27 500 FCFA 2 ^{ème})

¹⁷ L'étude a eu lieu pendant les ventes subventionnées réalisées par l'ONASA : le prix a été demandé pour janvier 2012 avant ces ventes.

Gazal		qualité)
Semi-grossiste et Détaillant	31 000 – 32 000 FCFA le sac	30 000 – 32 000 FCFA le sac
Micro-détaillant	750 FCFA le coro	750 FCFA le coro
Coût de transport région	Moussoro- Salal : 5000 FCFA par sac Moussoro- Mandjoura : 6 000 FCFA par sac	NA
Détaillant Région	Entre 1250 FCFA et 1500 FCFA le coro	NA

Tableau 6: Prix de vente et coûts de transport du mil

Note : le sac de mil est de 100 kg

Selon les évaluations réalisées par le CILSS/PAM/FEWSNET sur les marchés et la sécurité alimentaire au Tchad (février 2011), les marchés de Moussoro et de Mao avec celui de Ndjama sont relativement bien intégrés (coefficient de 0,81 et 0,75 respectivement pour les marchés de Moussoro et de Mao selon le test de causalité de Granger).

8. Analyse du système de marché du maïs

8.1. Situation du système de marché en bonne et en mauvaise année



Figure 4: Marché du maïs : zones de production et flux commerciaux (source FEWSNET)

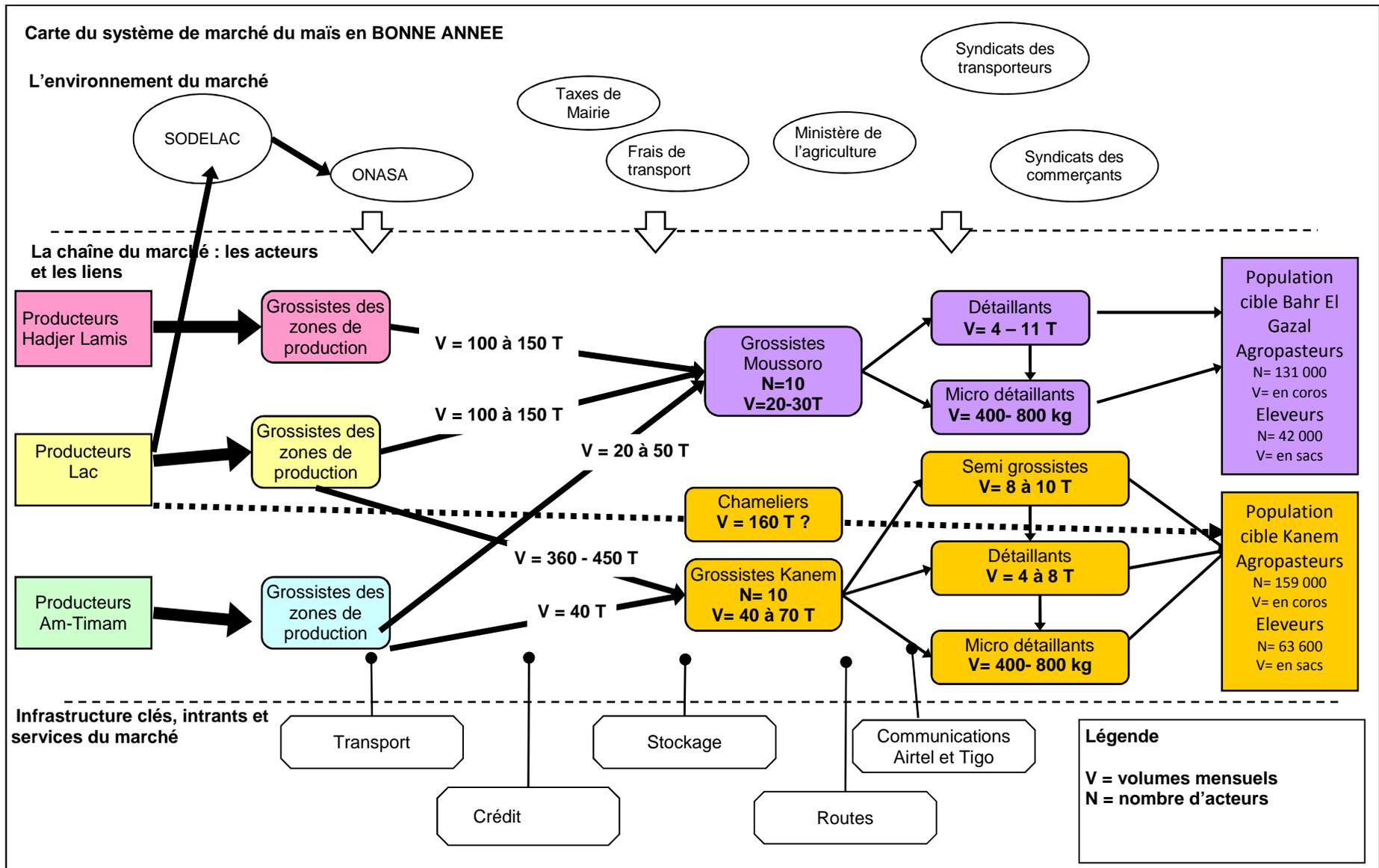
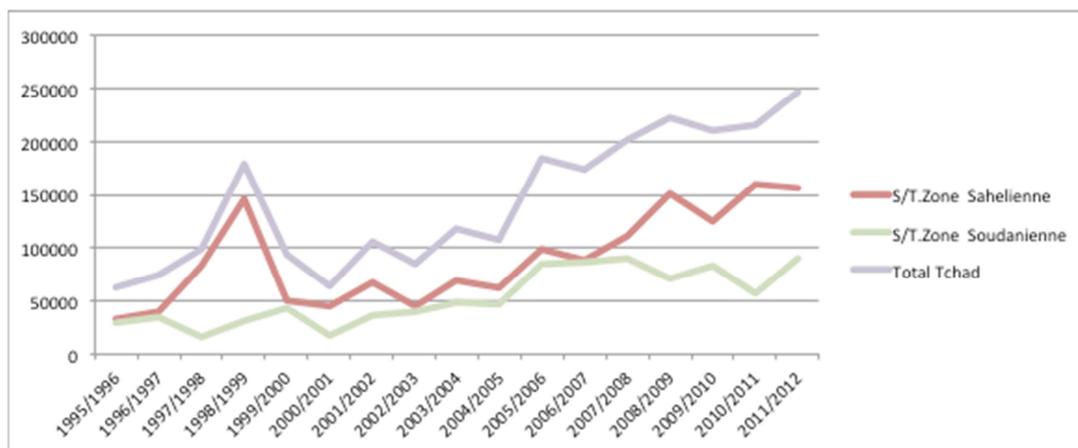


Figure 5 : Carte du système de marché du maïs en bonne année

Les principales régions de production du maïs au Tchad se situent dans la région sahélienne :

- la région du Lac, première région productrice de maïs au Tchad : une partie du système de production y est intensif (polders en maîtrise d'eau), permettant de réaliser deux campagnes par an, avec des rendements compris entre 3 à 5 tonne par hectare, soit des rendements 2 à 5 fois plus élevés que dans d'autres régions.
- Les régions du Sila, Hadjer Lamis, Chari Baguirmi et du Salamat



Graphique 4 : Production nationale de maïs entre 1995 et 2012 (chiffres préliminaires pour la campagne 2011/2012) – Source: DPSA /ONDR/SODELAC

Les zones d'approvisionnement des régions du Kanem et du Bahr El Gazal en maïs sont essentiellement la région du Lac, qui représente 90% des approvisionnements des régions du Kanem et du Bahr El Gazal, et dans une moindre mesure la région du Salamat (Am Timan) et du Chari Baguirmi (Njamena).

A. Région du Lac – Producteurs et la SODELAC

La majorité de la production du maïs au Lac est gérée par la SODELAC, société étatique qui appuie techniquement les producteurs, leur met à disposition les intrants, et gère les aménagements d'irrigation des polders. A la récolte, la SODELAC se fait rembourser par les producteurs en sacs de maïs pour couvrir ses coûts de fonctionnement, à travers la mise en place d'un système de redevances. Le montant de la redevance est calculé sur la base du prix du sac de maïs sur le marché et des coûts de fonctionnement et d'appui technique nécessaires pour assurer la campagne agricole. Le stock de maïs collecté est vendu afin de couvrir le coût de fonctionnement : il peut être vendu à l'ONASA ou directement auprès des populations des régions déficitaires si l'année est mauvaise. Le montant des redevances est plus élevé en mauvaise année, lorsque le niveau du lac ou la pluviométrie est faible et qu'il est nécessaire de plus utiliser les aménagements d'irrigation. La production du maïs au Lac serait comprise entre 110 000 et 120 000 tonnes par an en bonne année, contre 40 000 à 50 000 tonnes en mauvaise année¹⁸.

Dans les régions du Bahr El Gazal et du Kanem

L'étude a montré que dans la région du Bahr El Gazal, le maïs ne représente qu'une faible proportion des céréales importées car il est peu consommé.

Ce sont environ 200 à 300 tonnes de maïs qui arrivent sur la région du Bahr El Gazal chaque mois en bonne année, et entre 400 et 500 tonnes par mois lors d'une mauvaise année à la fois dans la région et dans les zones de production de mil. Le maïs est en effet considéré comme une céréale de substitution du mil, lorsque celui-ci a un prix élevé et est peu disponible sur les marchés.

¹⁸ Source : SODELAC

En revanche, le maïs est beaucoup plus consommé au Kanem, peut-être parce que la région est plus proche du Lac Tchad. En bonne année, environ 400 à 500 tonnes de maïs arrivent par mois sur toute l'année. En mauvaise année, ce sont 400 tonnes en période de récolte et jusqu'à 1200 tonnes par mois en période de soudure.

Les acteurs sont les mêmes que ceux du mil, à l'exception des détaillants.

B. Grossistes du Kanem et du Bahr El Gazal

Les grossistes en céréales s'approvisionnent en maïs auprès des commerçants et producteurs du Lac et des autres zones de production. Dans le cas de la région du Lac, certains grossistes ont déclaré acheter au Lac, du côté du Nigeria, en monnaie nigériane (naira). Ils payent le transport entre le côté nigérien et tchadien, 1250 FCFA par sac, qui consiste à transporter les sacs par pirogue.

Dans le Bahr El Gazal, le maïs ne représente que 10% des achats de céréales, et est acheté essentiellement par les populations urbaines et quelques détaillants et micro-détaillants des zones du sud de la région. Les grossistes vendent entre 200 à 300 sacs par mois (20 à 30 tonnes) de maïs en bonne année et entre 500 et 600 sacs par mois (50 à 60 tonnes) en mauvaise année. Certains grossistes ont déclaré augmenter leurs ventes de manière significative lors d'année qu'ils jugent critique (lorsque la production nationale est faible), de 1000 à 1200 sacs par mois (100 à 120 tonnes).

Dans le Kanem en revanche, les commerçants grossistes commercialisent des quantités plus importantes : de 400 à 700 sacs par mois (40 à 70 tonnes) en bonne année, et de 700 sacs jusqu'à environ 1600 sacs par mois (70 à 160 tonnes) pendant la période de soudure en mauvaise année.

Les grossistes commerçants vendent essentiellement aux éleveurs (surtout dans la région du Bahr El Gazal) et aux détaillants de leur région.

Le maïs est surtout vendu entre mai et juillet par les grossistes, qui profitent de la récolte de maïs du Lac en avril lorsque les détaillants chameliers ne viennent plus approvisionner le marché. Cette saison correspond aussi à un prix du mil élevé, et les populations n'ayant plus les moyens de l'acheter se tournent vers le maïs.

C. Détaillants et micro-détaillants

L'étude n'a pas identifié de semi-grossistes en maïs, mais uniquement des détaillants et micro-détaillants.

L'étude a relevé différents types de détaillants :

- Les commerçants qui s'approvisionnent au Lac et à Mao et transportent leurs marchandises avec un transporteur privé (toyotas), commercialisant entre 80 et 110 sacs par mois (soit 8 à 11 tonnes). On les retrouve essentiellement dans le Kanem.
- Les détaillantes femmes qui s'approvisionnent auprès des grossistes et commercialisent entre 40 et 80 sacs par mois (soit 4 à 8 tonnes) dans les marchés primaires et secondaires de des régions.
- Les commerçants qui achètent les céréales à Mao et au Lac et les transportent à dos d'ânes et de dromadaires. On les retrouve essentiellement dans la zone du Nord Kanem. Certains de ces commerçants travaillent en groupe, pour assurer leur sécurité pendant le transport, s'entraider si un commerçant ne peut pas se déplacer. Ces commerçants exercent essentiellement de octobre à mars, au moment des récoltes, puis arrêtent leur commerce : à cette période les prix augmentent, il y a moins d'acheteurs car de nombreux éleveurs sont très éloignés des marchés et les autres ménages ont peu de moyens, et les animaux sont trop faibles pour se déplacer jusqu'au Lac.

Les détaillants vendent à la population de la zone, entre 2 et 10 coros (soit de 5,2 à 26 kg) par client, et jusqu'à 2 sacs par mois pour les éleveurs. Ils concurrencent les gros commerçants sur les prix.

C'est la raison pour laquelle les gros commerçants attendent que ces détaillants arrêtent leur activité et que les prix augmentent pour vendre leurs stocks avec des marges beaucoup plus importantes.

Les commerçants détaillants se déplacent en général sur plusieurs marchés de la région, notamment au Nord Kanem pour vendre leurs stocks mais aussi pour acheter des sacs de céréales.

Pour les commerçants qui vont s'approvisionner au Lac, il leur faut entre 10 à 15 jours pour acheter et vendre les sacs de céréales. Ils ne constituent pas de stocks par manque de moyens : une fois les sacs vendus, ils repartent au Lac acheter d'autres sacs de céréales.

Les micro-détaillants sont des femmes qui commercialisent entre 4 et 8 sacs par mois (soit 400 à 800 kg). Elles s'approvisionnent auprès des commerçants détaillants ou grossistes de leur région, ou directement au Lac si leur mari se déplace pour ramener des céréales.

Elles vendent en général 2 à 10 coros par client (5,2 à 26 kg) et sont payées comptant. Elles ne possèdent pas de stocks par manque de moyens : il leur faut en moyenne 20 jours pour acheter et vendre les sacs de céréales.

8.2 Prix du maïs et saisonnalité

L'évaluation a permis de collecter le prix du maïs¹⁹ au niveau de chaque acteur et de relever les coûts de transport. Certaines incohérences ont pu être notées entre prix d'achat et de revente, ceci pouvant être dû à la forte fluctuation des prix ainsi que les ventes subventionnées de l'ONASA.

Comme pour le marché du mil, les coûts de transport sont très élevés, autant entre la zone de production et les marchés primaires de Mao et de Moussoro, qu'entre ces mêmes marchés et les marchés secondaires et tertiaires de la région.

	Janvier 2012 – Bahr El Gazal	Janvier 2012 - Kanem
Grossistes Lac	18 000 FCFA	18 000 FCFA
Coût de transport	Ndjamena- Moussoro : 5000 FCFA par sac Lac- Moussoro : 4000 – 4500 FCFA par sac	Bol - Mao : 3500 FCFA Ndjamena – Mao : 5000 FCFA Ndjamena – Nokou : 6000 FCFA par sac
Grossistes Marché primaire	27 000 - 28 000 FCFA le sac	23 000 FCFA le sac
Détaillant Marché primaire	28 000 FCFA le sac	28 000 FCFA le sac
Micro-détaillant- primaire	Marché 750 FCFA le coro	700 FCFA le coro
Coût de transport région	Moussoro - Mandjoura : 6000 FCFA par sac Moussoro- Salal : 5000 FCFA par sac	NA
Micro-détaillant région	Non disponible	NA

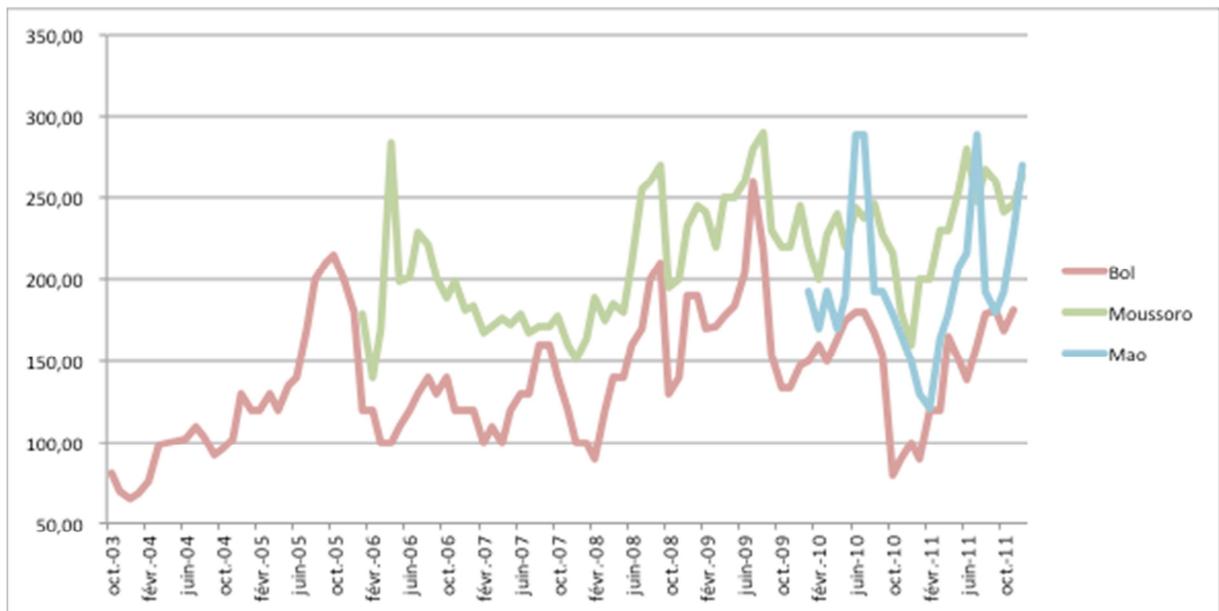
Tableau 7 : Prix de vente et coûts de transport du maïs

Note : le sac de maïs est de 100 kg

Le prix du maïs varie beaucoup sur l'année, étant faible à la période de récolte, en octobre et augmente jusqu'à la période de soudure, en juin-juillet, où il atteint son plus haut niveau.

Comme le montre le graphique ci-dessous, les marchés de Mao, Moussoro et Bol semblent être bien intégrés au moment de la récolte puis diminuer en intégration entre janvier et octobre, ce qui peut être lié aux changements d'acteurs sur le marché du maïs et la spéculation des gros commerçants.

¹⁹ L'étude a eu lieu pendant les ventes subventionnées réalisées par l'ONASA : le prix a été demandé pour janvier 2012 avant ces ventes.



Graphique 5: Prix du maïs (en kg) entre octobre 2003 et Décembre 2011 à Bol, Moussoro et Mao (source : ONDR, SIM)

9. Analyse du système de marché du sorgho

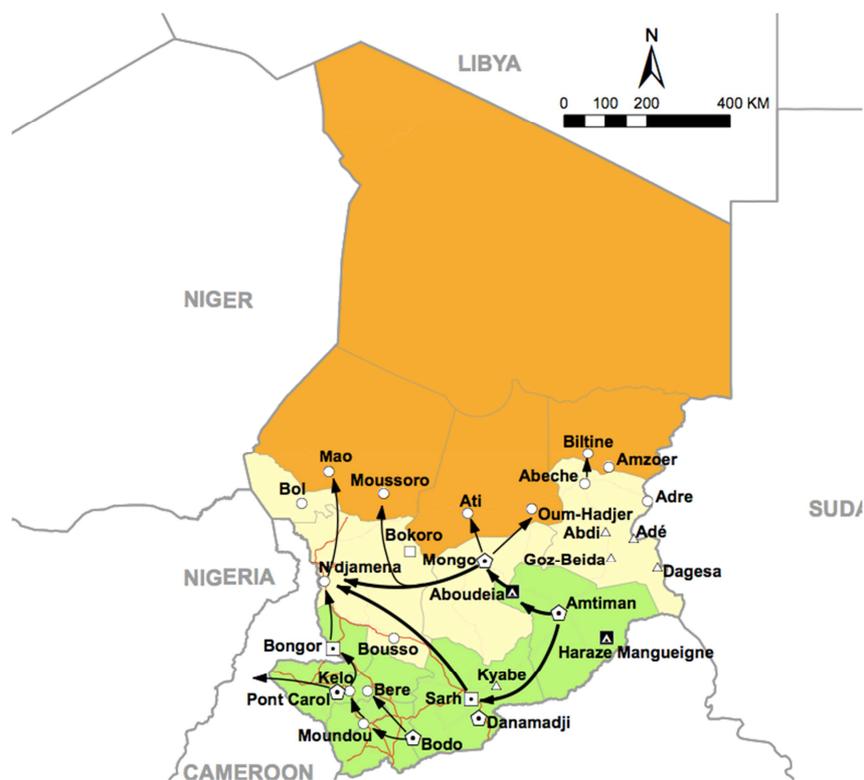


Figure 6: Marché du sorgho : zones de production et flux commerciaux (source FEWSNET)

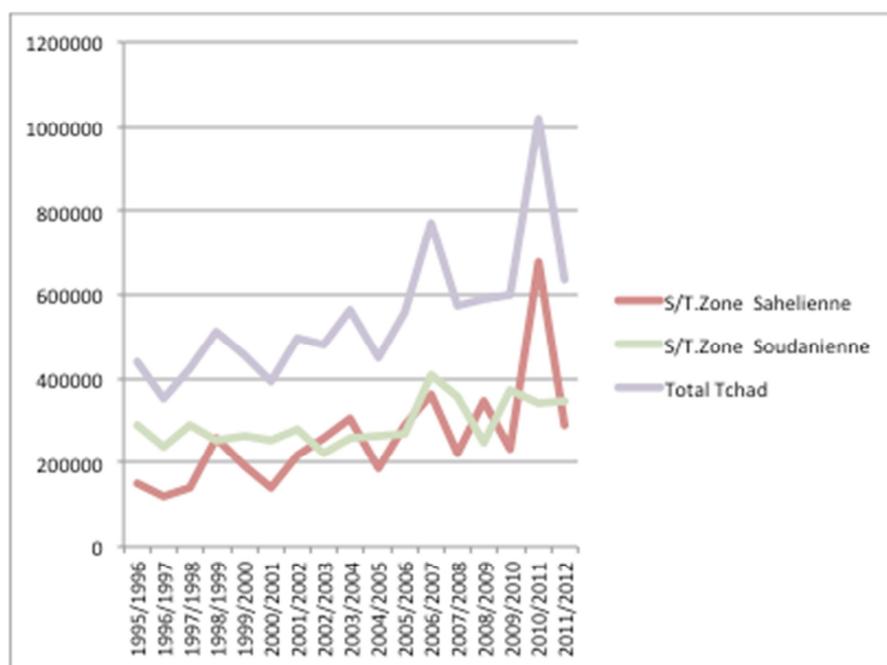
L'étude réalisée sur les régions du Bahr El Gazal et du Kanem a montré que la consommation de sorgho en bonne année est extrêmement limitée (au Bahr El Gazal) voire quasi-absente (au Kanem). Ainsi, seulement entre 40 à 80 tonnes de sorgho arrivent sur la région du Bahr El Gazal en bonne année, et en quantité négligeable au Kanem.

C'est seulement dans le cas où (1) il y a une mauvaise année agricole dans les zones de production de mil et du maïs, et (2) lorsque les prix du mil et du maïs sont prohibitifs et les populations vulnérables n'ont pas les moyens d'en acheter, que le sorgho est acheminé dans les régions du Bahr El Gazal et

du Kanem, dans des volumes extrêmement limités et seulement pendant la période de soudure, entre juin et septembre. L'EMMA s'est donc intéressée au marché du sorgho en mauvaise année.

Il existe plusieurs variétés de sorgho. L'étude s'est attachée à étudier le marché du sorgho blanc ou sorgho de décrue berbéré, qui est plus apprécié que le sorgho rouge.

Les zones d'approvisionnement du sorgho blanc sont essentiellement la région du Salamat (Am Timan), et en quantités plus réduites, les régions du Chari Baguirmi, du Hadjer Lamis et du Lac.



Graphique 6: Production nationale de sorgho entre 1995 et 2012 (chiffres préliminaires pour la campagne 2011/2012) – Source: DPSA /ONDR/SODELAC

Dans le contexte d'une mauvaise année, il arriverait environ 200 tonnes par mois entre juillet et août sur le Bahr El Gazal, et environ 50 tonnes par mois, entre juin et septembre, sur le Kanem.

Dans le Bahr El Gazal, le stock global de sorgho en bonne année est de 100 tonnes, et de 250 tonnes en mauvaise année.

Les grossistes de sorgho de la région du Bahr El Gazal, vendent entre janvier et juin, de 1 à 2 tonnes de sorgho par mois à quelques micro-détaillants qui achètent majoritairement en argent, une petite partie à crédit.

	Janvier 2012 – Bahr El Gazal
Coût de transport	Bol- Moussoro : 4000 – 5000 FCFA par sac Chari Baguirmi – Moussoro : 3500 – 4000 FCFA par sac
Grossistes	22 000 FCFA
Détaillant	22 500 FCFA
Détaillant zone	570 FCFA le coro

Tableau 8: Prix de vente et coût de transport du sorgho

Note : le sac de sorgho est de 100 kg

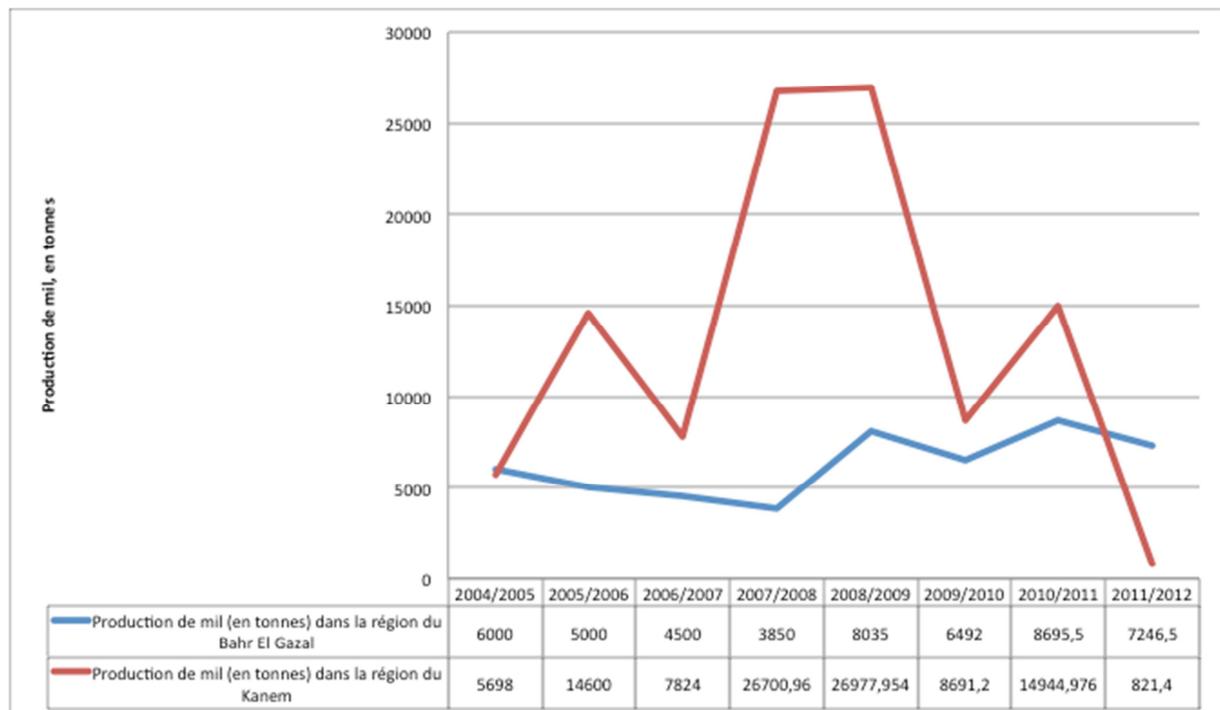
A la date de l'étude, il n'y avait pas ou très peu de sorgho sur les marchés ni chez les grossistes.

10. Consommateurs et Population cible

Le mil constitue la base des repas de la population de la région, et est largement préférée aux autres céréales : le maïs est consommé en 2^{ème} choix, et le sorgho en 3^{ème} et dernier choix. Le sorgho est plutôt donné aux animaux et est consommé lors de mauvaise année et lorsque le prix du mil et du maïs sont trop élevés. Le sorgho est d'ailleurs considéré comme une céréale de famine.

Le mil pénicillaire est la céréale majoritairement cultivée au Kanem et au Bahr El Gazal²⁰ mais la production est très irrégulière selon les années, comme le montre le graphique 7. La surface cultivée en mil est comprise entre 0,5 et 1 ha, dans les deux régions.

Même en bonne année pluviométrique, la production en mil reste faible et insuffisante pour répondre aux besoins alimentaires de la population des deux régions.



Graphique 7: Production de mil dans les régions du Bahr El Gazal et du Kanem entre 2005 et 2011 (source : ONDR)

Le mil est majoritairement autoconsommé, certains ménages vendent une petite partie pour régler les dettes contractées pendant la période de soudure et pour acheter d'autres biens de première nécessité. La récolte de mil permet, en moyenne, de couvrir les besoins alimentaires des ménages entre 1 à 3 mois lors d'une bonne année pluviométrique, ou de 0 à 1 mois lors d'une mauvaise année.

Une fois les stocks épuisés, la population achète le mil sur le marché. Comme le souligne le rapport EFSA- VAM de mars 2011, le marché représente la source de nourriture principale pour 86,6% de la population du Kanem et 86,3% de la population du Bahr El Gazal.

La population des régions du Bahr El Gazal et du Kanem achète le mil directement aux détaillants et micro-détaillants, en coros. La demande est forte à partir de janvier jusqu'à la prochaine récolte (octobre), avec un pic pendant la période de soudure (juin à septembre).

Les éleveurs, par contre, peuvent acheter directement aux grossistes entre 2 à 4 sacs de mil (soit 200 à 400 kg) par mois. Leur demande est très saisonnière et dépend des termes de l'échange entre

²⁰ Le maïs et le sorgho n'étant pas ou très peu cultivés, les chiffres de production n'ont pas été pris en compte dans cette étude.

céréales et bétail et de la pluviométrie. En effet, lors de mauvaise année pastorale, ils se déplacent hors de leurs régions d'attache, vers le Lac, le sud ou le Guéra, et sur une durée plus longue.

Les principales sources de revenu des agropasteurs vulnérables du Kanem sont par ordre d'importance : le travail journalier, le transfert d'argent issu de la migration, la vente de bois ou de fourrages collectés dans la nature, ainsi que le petit commerce.

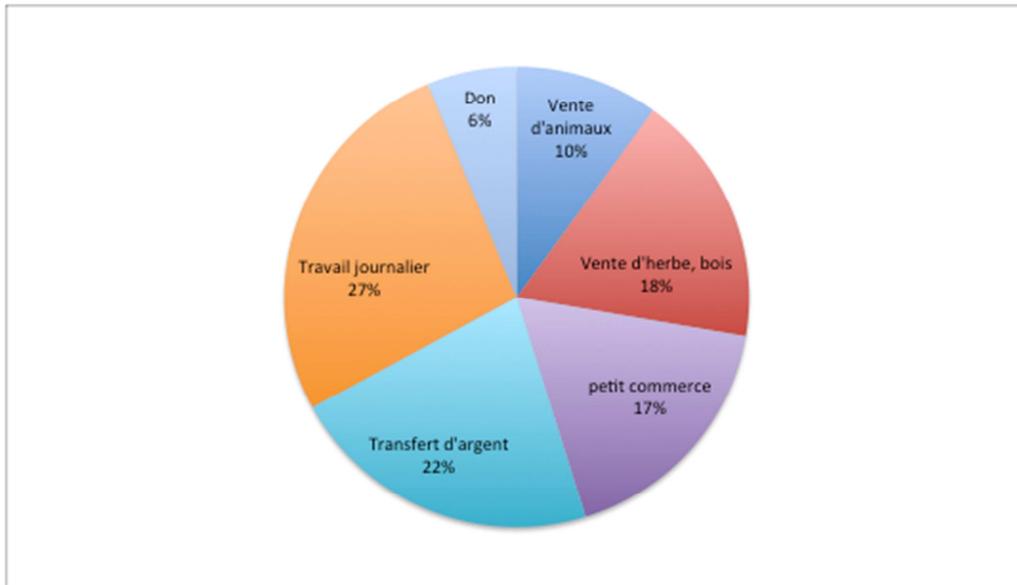


Figure 7: Source de revenus chez les agropasteurs du Kanem – Janvier 2011

En janvier 2012, les agropasteurs vulnérables du Kanem comptent davantage sur des dons communautaires et le crédit comme sources de revenu, par rapport à l'année dernière à la même période. Leur montant de revenu a diminué, puisqu'il est passé de 27 000 FCFA en janvier 2011 à 16 000 FCFA en janvier 2012.

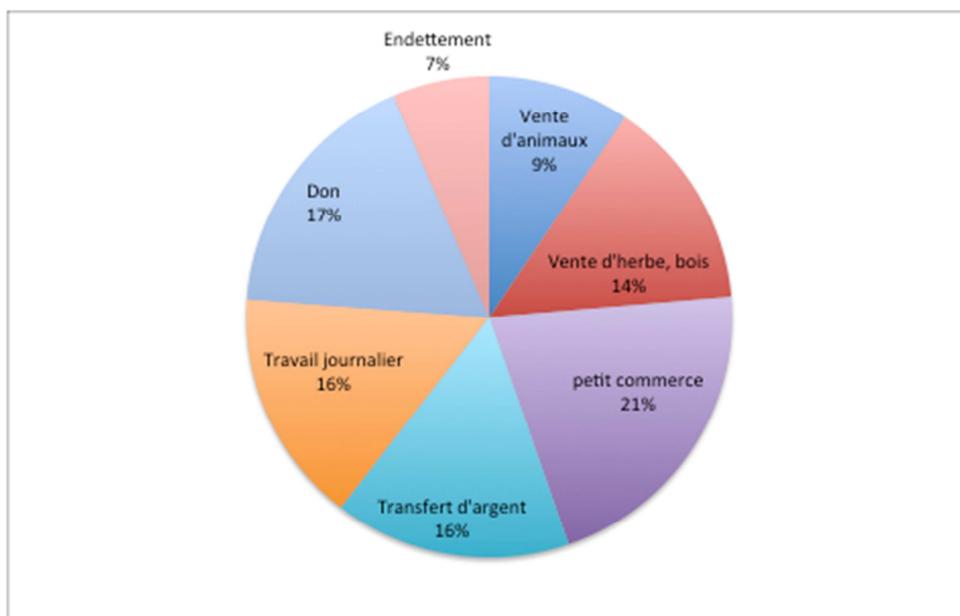


Figure 8: Sources de revenu chez les agropasteurs du Kanem – janvier 2012.

La différence de revenu et la possession de stocks de céréales ont une forte influence sur les postes de dépense. En janvier 2011, les dépenses étaient relativement diversifiées, et permettaient de couvrir les besoins principaux, alimentaires, santé et éducation. L'achat de mil correspondait à 40% des dépenses, équivalent à un montant moyen de 8 800 FCFA.

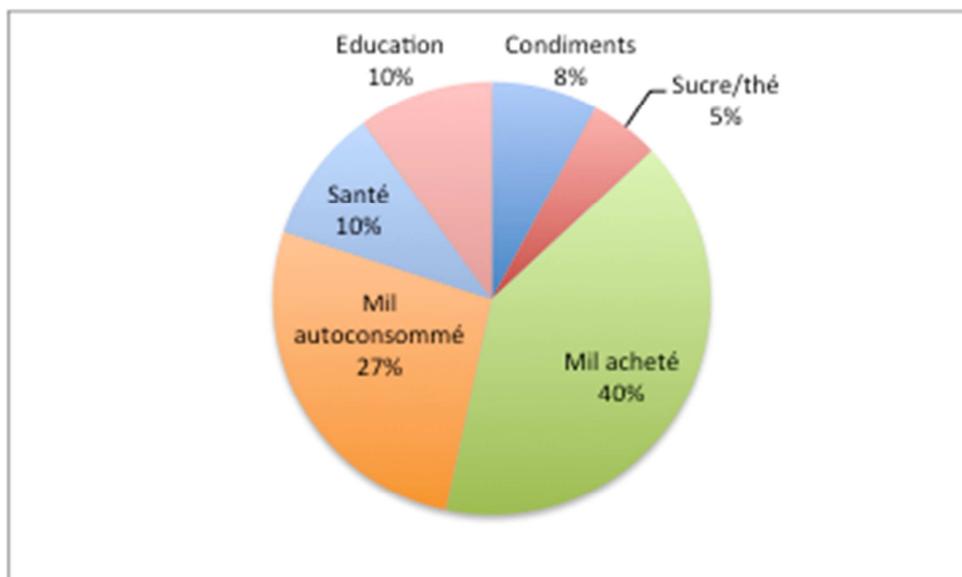


Figure 9: Poste de dépenses chez les agropasteurs du Kanem - Janvier 2011

En Janvier 2012, les postes de dépenses portent uniquement sur des biens alimentaires de base : mil, thé, sucre et condiments. L'achat de mil correspond à 87% des dépenses, soit environ 13 920 FCFA.

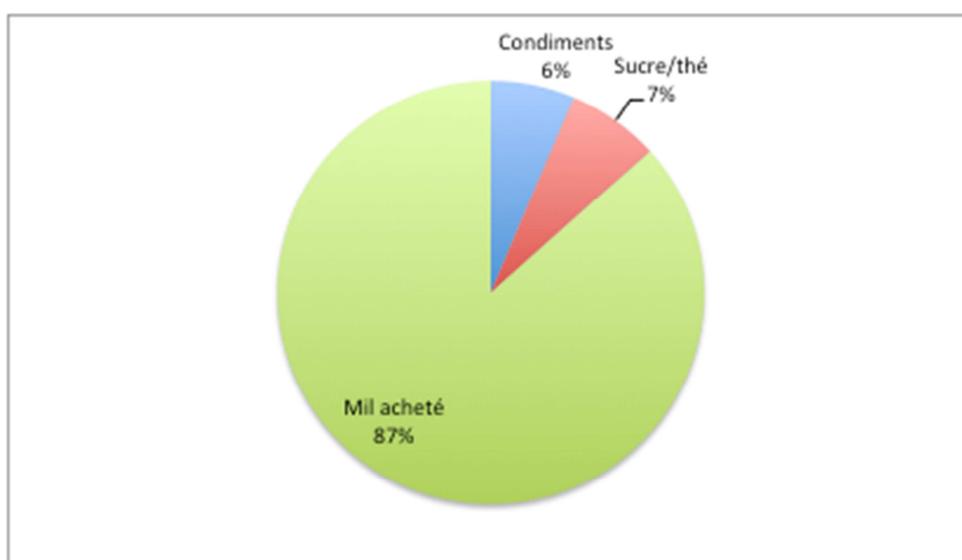


Figure 10: Postes de dépenses chez les agropasteurs du Kanem – Janvier 2012

Chez les agropasteurs du Kanem, 66% des céréales qu'ils consommaient étaient achetées sur le marché en janvier 2011 et étaient exclusivement composées de mil. En janvier 2012, 58% des céréales consommées sont du mil et achetées sur le marché. 42% des céréales consommées sont constituées de maïs qui proviennent des ventes subventionnées de l'ONASA.

Les sources de revenu des éleveurs vulnérables du Kanem sont irrégulières et saisonnières : le petit commerce, les dons communautaires et la vente de produits agricoles (pour ceux qui ont accès à une parcelle dans le ouaddi) constituent les principales opportunités économiques en janvier 2011. En Janvier 2012, les sources de revenu ont évolué²¹ et s'appuient davantage sur les dons

²¹ La vente d'animaux n'apparaît pas comme source de revenu chez les éleveurs du Kanem, ceci étant en grande partie dû à l'échantillonnage des ménages lors de l'étude (seulement 4 enquêtes réalisées auprès de ménages très vulnérables)

communautaires, le travail journalier et l'endettement. Le montant du revenu a diminué, de 26 000 FCFA en moyenne en janvier 2011 à 17 000 FCFA en janvier 2012.

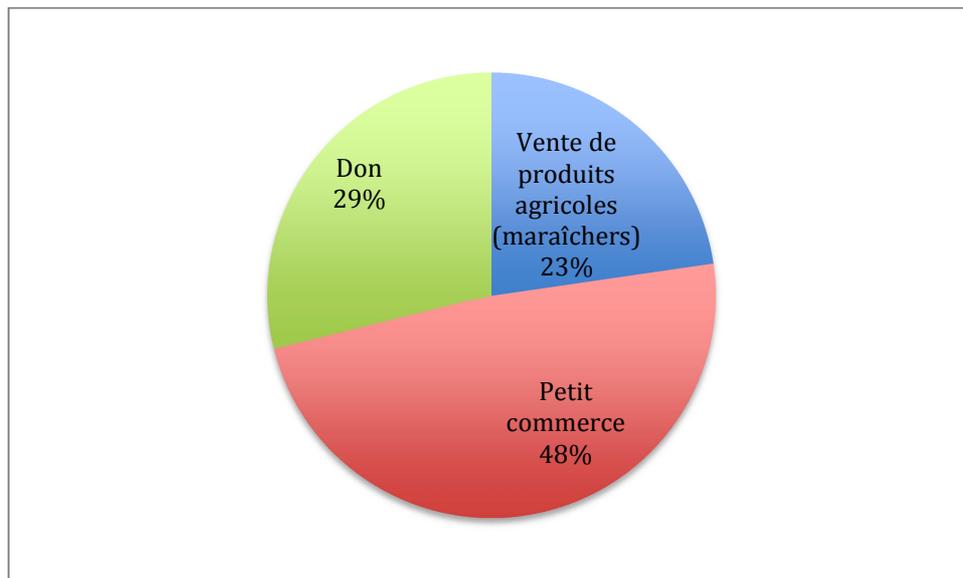


Figure 11: Sources de revenu chez les éleveurs du Kanem - Janvier 2011

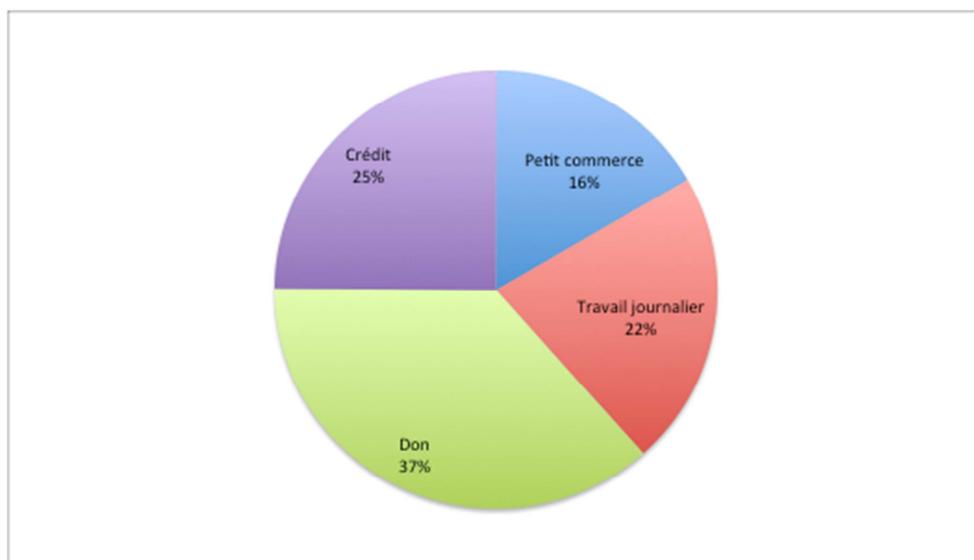


Figure 12: Sources de revenu chez les éleveurs du Kanem - Janvier 2012

Les postes de dépenses ont été affectés par la baisse du montant de revenu. En janvier 2011, les postes de dépense étaient relativement diversifiés et portaient les besoins alimentaires ainsi que sur l'habillement et la santé. L'achat de céréales correspondait à 50% des dépenses, soit 13 000 FCFA, dont 9 100 FCFA de mil et 3 900 FCFA de maïs.

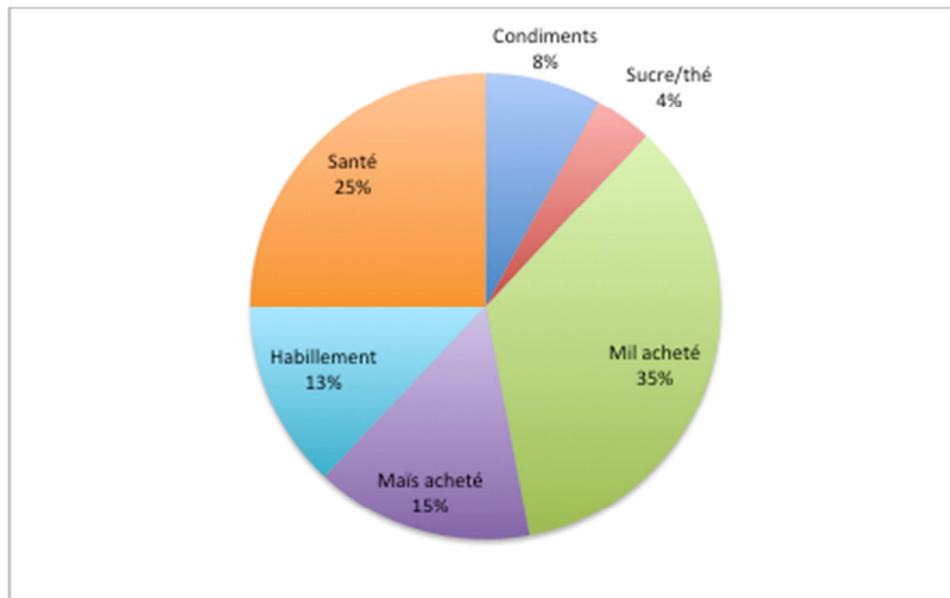


Figure 13: Postes de dépenses chez les éleveurs du Kanem – janvier 2011

En janvier 2012, les éleveurs parviennent à couvrir seulement leurs besoins alimentaires, en céréales, condiments, thé et sucre. L'achat de céréales équivaut à 92% des dépenses, soit 15 640 FCFA, dont la moitié correspond à l'achat de maïs et l'autre moitié à l'achat de mil (soit 7820 FCFA pour chaque céréale).

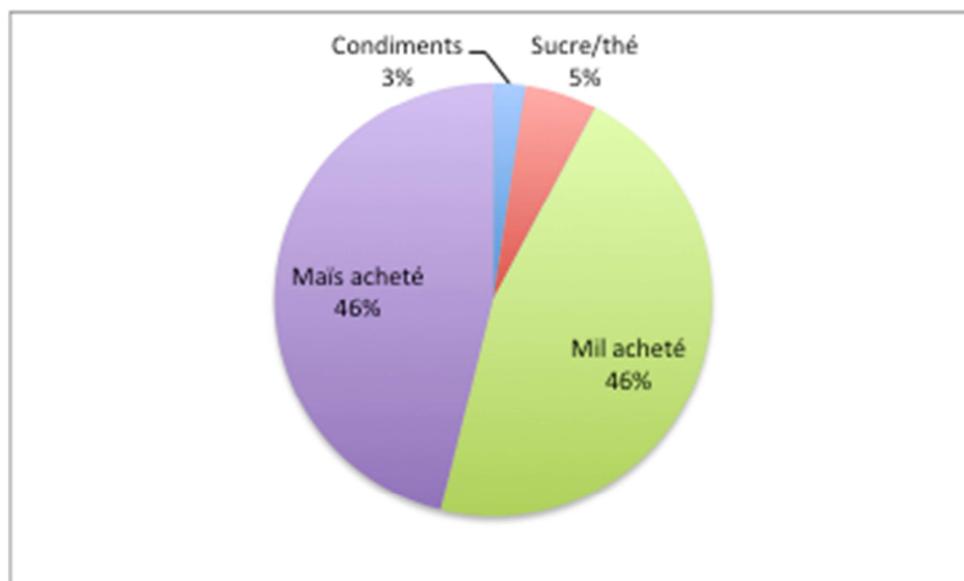


Figure 14: Postes de dépenses chez les éleveurs du Kanem – Janvier 2012

Dans la région du Bahr El Gazal, la structure des dépenses et revenus est équivalente au Kanem.

Les agropasteurs vulnérables dépendent de nombreuses sources de revenu, la plupart très précaires et saisonnières. Les principales activités économiques sont le petit commerce, le travail journalier, la collecte, le transfert d'argent et la vente de bois et de fourrages. Les dons communautaires représentent une large part des sources de revenu.

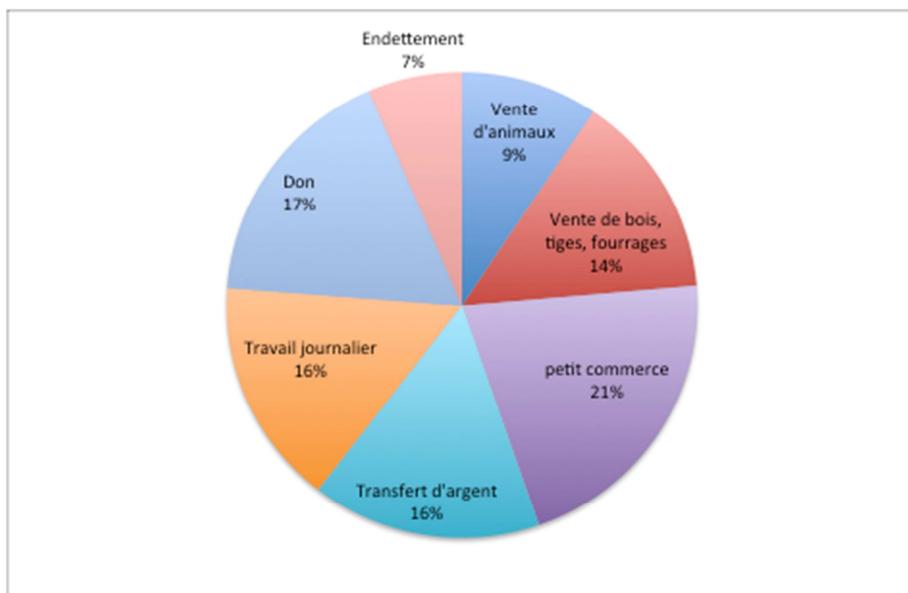


Figure 15: Sources de revenus chez les agropasteurs du Bahr El Gazal – Janvier 2011

En janvier 2012, les ménages vulnérables agropasteurs possèdent moins de sources de revenus, essentiellement le travail journalier, le petit commerce et la vente de bois. Ils décapitalisent beaucoup en vendant leurs animaux. Leur revenu mensuel a diminué, passant de 33 000 FCFA en janvier 2011 à 19 000 FCFA en janvier 2012.

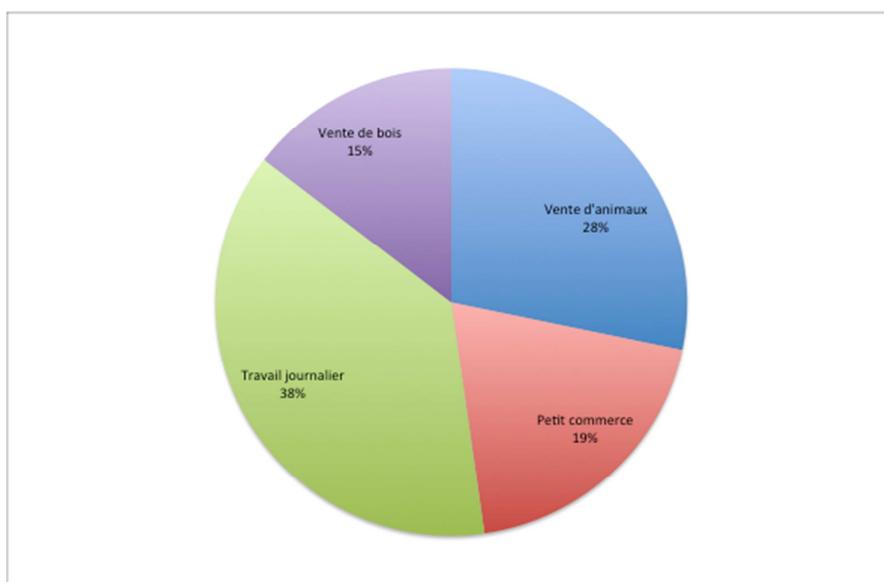


Figure 16: Sources de revenus chez les agropasteurs du Bahr El Gazal – Janvier 2012

Au niveau des dépenses, les postes sont légèrement plus diversifiés en janvier 2011, couvrant à la fois les besoins alimentaires (mil, riz, condiments, sucre/thé) mais aussi des besoins en habillement. L'achat de céréales au marché correspond à 63% des dépenses, soit environ 20 790 FCFA (dont 12 000 FCFA en mil et 8 800 FCFA en riz).

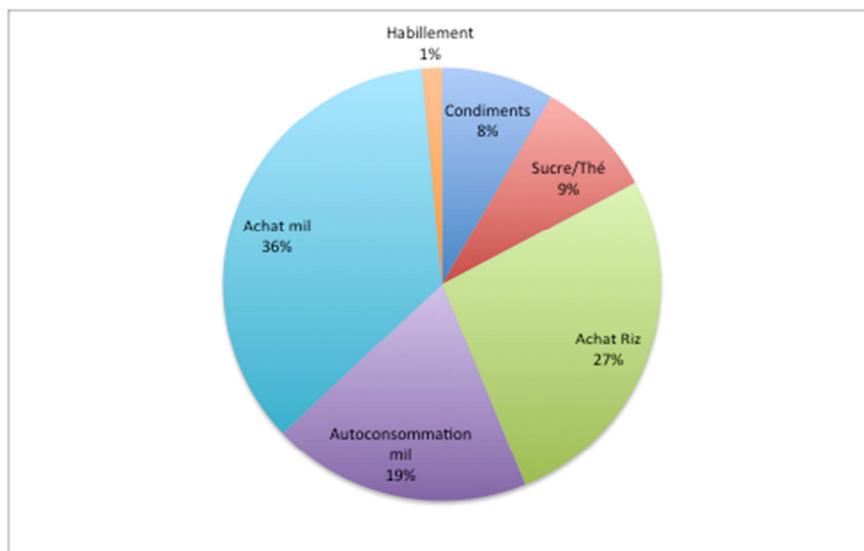


Figure 17: Postes de dépenses chez les agropasteurs du Bahr El Gazal – Janvier 2011

En janvier 2012, les dépenses sont exclusivement alimentaires, l'achat de céréales correspondant à 61% des achats, soit environ 11 600 FCFA (dont 11 000 FCFA de mil et 600 FCFA de riz). 100% des céréales sont achetées au marché contrairement à l'année précédente.

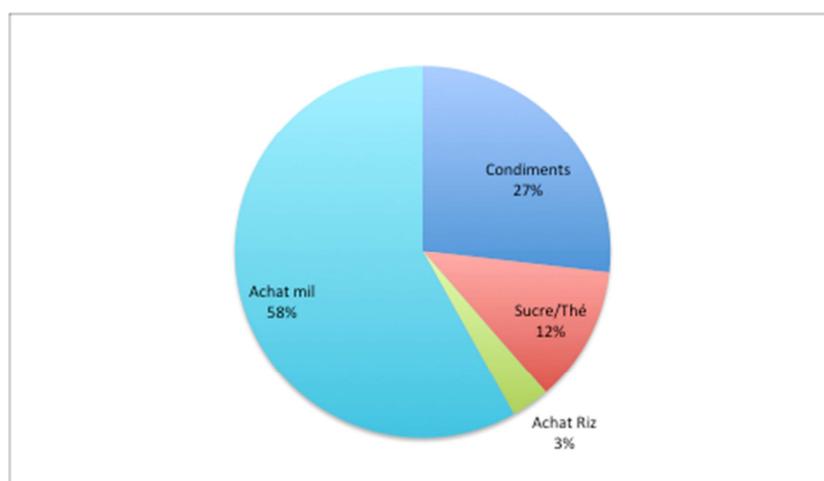


Figure 18: Postes de dépenses chez les agropasteurs du Bahr El Gazal – Janvier 2012

Les éleveurs dépendent, en bonne année, essentiellement d'activités de travail journalier, de transferts d'argent, de collecte et de vente de bois et de fourrages, et de petit commerce. La vente d'animaux reste marginale et cela concerne surtout des petits ruminants.

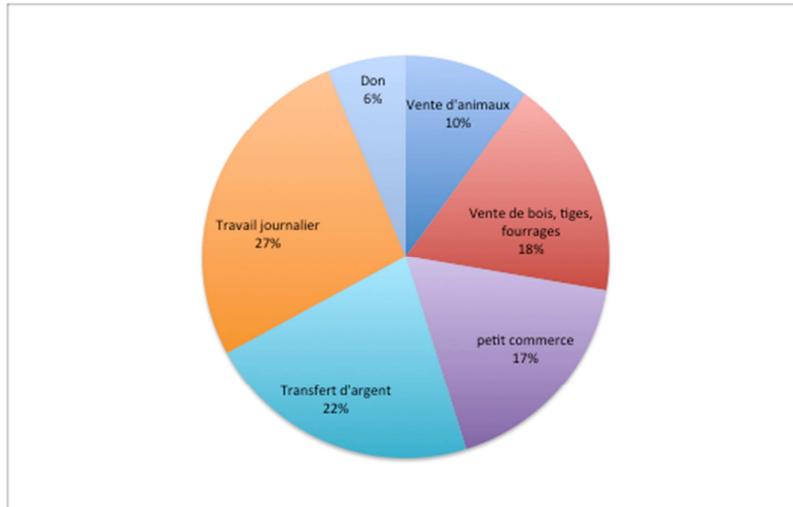


Figure 19: Sources de revenus chez les éleveurs du Bahr El Gazal – Janvier 2011

En Janvier 2012, la structure des revenus a changé et les éleveurs dépendent beaucoup plus des dons communautaires et du crédit par rapport aux autres activités économiques. Le montant de revenu a diminué, passant de 16 500 FCFA en moyenne en janvier 2011 à 13 700 FCFA en janvier 2012.

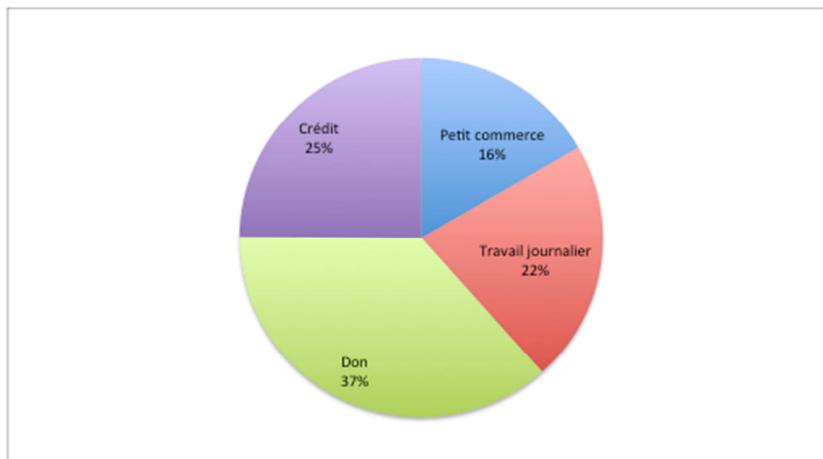


Figure 20: Source de revenus chez les éleveurs du Bahr El Gazal – Janvier 2012

En revanche, et contrairement aux éleveurs de la zone du Kanem, la structure des dépenses reste la même, et porte uniquement sur l'achat de mil, maïs, sucre et thé. En janvier 2011, l'achat de céréales correspondait à 92% des dépenses (67% mil et 25% maïs) alors qu'en janvier 2012, l'achat de céréales correspondait à 97% des dépenses (72% mil et 25% maïs).

Quel que soit le moyen d'existence et la région, les sources de revenu des populations vulnérables sont précaires, irrégulières et saisonnières : en effet, certaines activités ne peuvent plus être exercées pendant la saison chaude, à partir de mars/avril telles que : la collecte et la vente d'herbe, la vente d'animaux et le travail journalier. Par manque de clients, l'activité de petit commerce ralentit et ne dégage que peu de revenu.

En prenant en compte la hausse du prix des céréales (mil et maïs) et la diminution des sources de revenu, on peut considérer que les ménages n'auront plus accès au marché des céréales entre avril et septembre pour les agropasteurs et entre avril et juillet pour les éleveurs. Les éleveurs devraient sortir de la période de soudure à la saison des pluies, en juillet, lorsque les pâturages permettront au bétail d'améliorer leur état d'embonpoint et de produire du lait.

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Saison		Saison Chaude				Saison des pluies			Saison froide			
Période de soudure			Période de soudure Eleveurs			Période de soudure Agropasteurs/Agriculteurs						
Agriculture dunaire- mil pénicillaire					Préparation on champ	Semis	Sarclage	Sarclage	Récolte			
Maraîchage	Récolte de contre-saison										Préparation semis	
Demande en main d'œuvre						Retour de migration				Exode/Migration au Lac		
Mouvements grands éleveurs	Déplacement						Retour au village d'attache			Déplacement		
Mouvements éleveurs semi-sédentaires			Déplacement				Retour au village d'attache					
Endettement						Endettement				Remboursement des dettes		
Marché du mil												
Approvisionnement des marchés de Moussoro et Mao	Achat ++		Achat -			Pas d'achats				Achat ++		
Stock de mil	Constitution du stock en mauvaise année				Constitution du stock en bonne							
Vente de mil grossiste	Vente				Vente +++				Vente en mauvaise année			
Marché du maïs												
Production de maïs- région du Lac				Récolte			Semis			Récolte	Semis	
Vente maïs grossistes	Vente - -				Vente +++				Vente en mauvaise année			
Stock de maïs	Constitution du stock				Stock ++		Achat +++ - constitution du stock					
Types de commerçants sur le			Grossistes						Chameliers, détaillants			
Marché du sorgho												
Marché en mauvaise année				Achats		Vente sorgho						

Figure 21 : Calendrier saisonnier des marchés des céréales

11. Situation d'urgence – janvier 2012

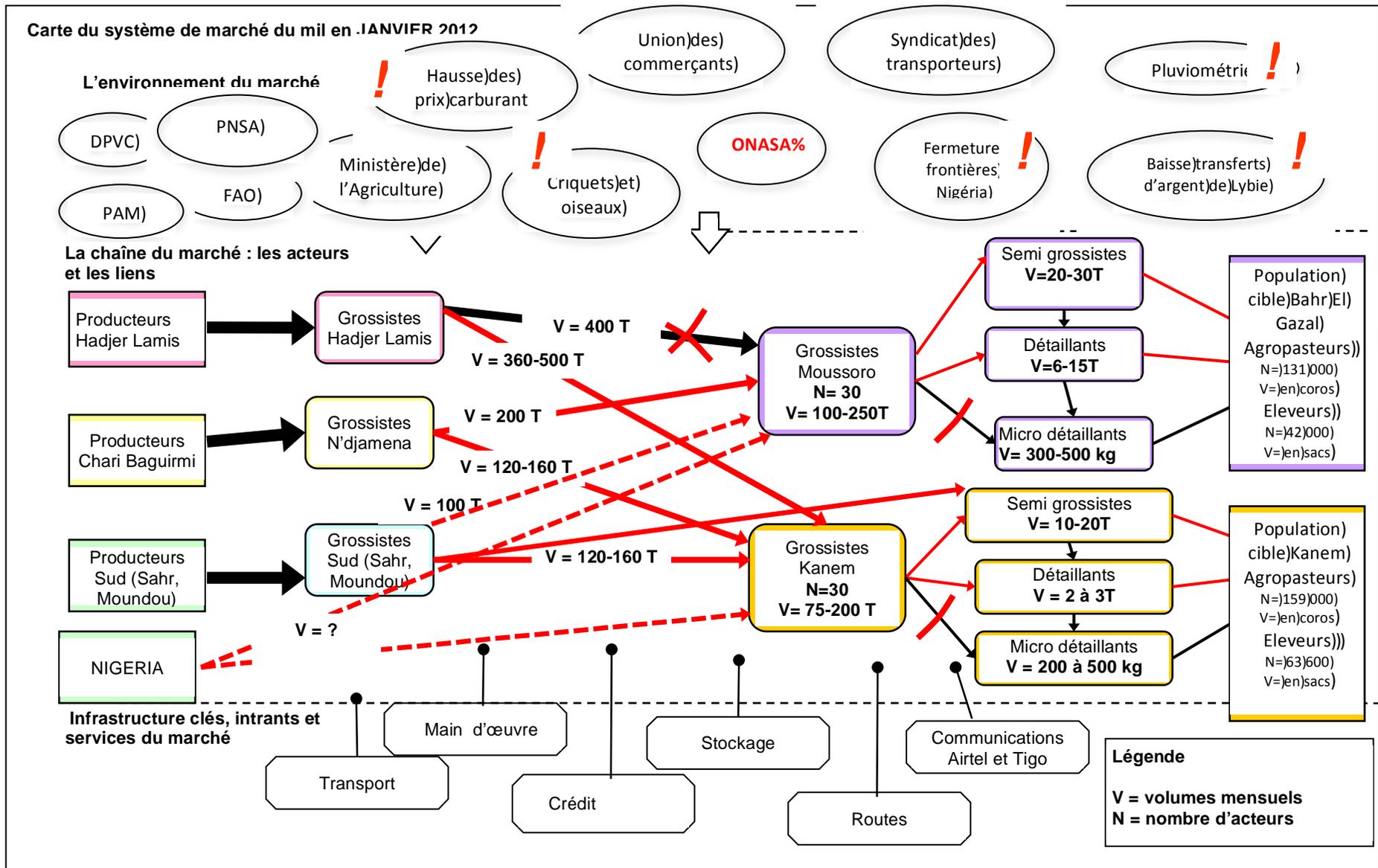


Figure 22 : Carte du système de marché du mil en Janvier 2012

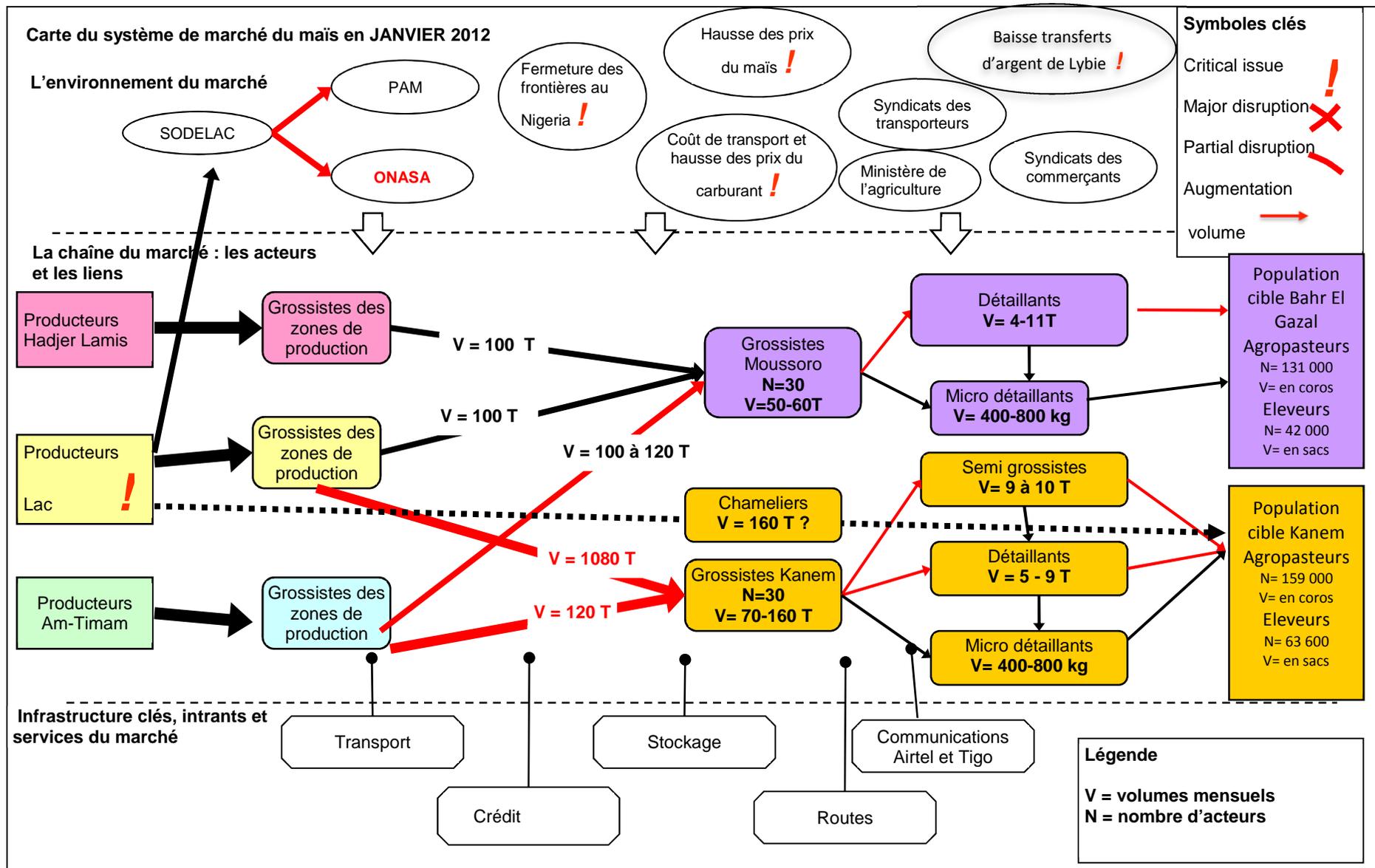


Figure 23 : Carte du système de marché de maïs en Janvier 2012

- **Manque de disponibilité et une faible élasticité des marchés des céréales dans le Bahr El Gazal et le Kanem**

La production nationale en céréales, égale à environ 1,6 millions de tonnes²², a été déficitaire cette année, équivalant à - 34% par rapport à la moyenne quinquennale et - 37% par rapport à l'année 2010²³. Cette mauvaise campagne est due à une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies conjuguée à des attaques des champs par les acridiens. Le déficit céréalier brut au niveau national est estimé à 626 000 tonnes selon le bilan céréalier prévisionnel 2011-2012.

Les zones de production qui approvisionnent le Kanem et le Bahr El Gazal ont été particulièrement affectées. C'est le cas du département de Dababa (sous-préfectures de Gama et Bokoro), zone d'approvisionnement privilégiée des deux régions en mil, qui a fait face à un fort déficit de production de mil cette année : la production est passée de 23 500 tonnes en 2010/2011 à 6 768 tonnes en 2011/2012 (en comparaison, la production était de 22 500 tonnes en 2009/2010). Il en est de même dans la région Est du Tchad et dans la région du Lac, principale zone d'approvisionnement en maïs, où la récolte de maïs en octobre a été mauvaise (59 000 tonnes) même si elle reste supérieure aux résultats des deux dernières campagnes agricoles. Les stocks actuels dans les zones du Sud sont moyens par rapport à la normale.

Les commerçants des zones de production exercent actuellement une rétention de leurs stocks de céréales car ils ne sont pas suffisants pour à la fois nourrir la population de leur zone et être exportés.

Les quantités de mil importées de la zone de Gama-Bokoro ont donc diminué : à titre d'exemple, sur la région du Bahr El Gazal, seulement 500 à 750 tonnes par mois de mil sont acheminées, au lieu des 1000 à 1500 tonnes acheminées par mois en mauvaise année (selon la situation de référence).

A Mao, les grossistes ont arrêté de s'approvisionner à Gama et à Massakory car le prix du mil était trop élevé et il y avait un manque de disponibilité. Ils ont préféré acheter sur les marchés de Moundou (dans le Sud) et d'Am Timan.

La fermeture des frontières du nord-est du Nigeria et les difficultés douanières pour l'importation de céréales ont poussé les commerçants à interrompre leurs achats au Nigéria, qui pourtant est une zone d'approvisionnement privilégiée en mauvaise année. En parallèle, les événements en Lybie ont fortement perturbé les approvisionnements des deux régions en farine de blé, riz, et produits finis (macaronis, pâtes etc.), très ralentis aujourd'hui.

A la date de l'évaluation, la disponibilité en mil et en maïs était extrêmement réduite sur la zone d'étude, surtout dans le Bahr El Gazal qui a moins diversifié ses zones d'approvisionnement en céréales. Les commerçants de Moussoro et de Mao ont d'ailleurs déclaré avoir du mal à trouver du mil cette année et se sont également plaints de la concurrence avec des grossistes provenant d'autres régions pour l'approvisionnement en céréales (Sud, Est) qui fait augmenter les prix²⁴.

A la date de l'étude, les commerçants n'avaient pas encore tous commencé à constituer leurs stocks en céréales (mil et maïs essentiellement) et planifiaient de commencer dès février/mars, au lieu de mai/juin. Les stocks actuels de céréales sont faibles, compris entre 200 et 300 sacs de céréales par grossiste (soit 20 à 30 tonnes par grossiste). 2 à 3 grossistes par région ont un stock de 2000 à 3000

²² Source : ONDR, SODELAC, DPSA – Bilan prévisionnel en attendant les productions de contre-saison (sorgho de décrue)

²³ Données de la DREME, DPSA/MAI/PAM/FEWS NET/FAO, Rapport de la mission conjointe de pré-évaluation de la campagne agricole 2011/2012.

²⁴ L'évaluation conjointe PAM, Fewsnet et CILSS a noté une pression sur les marchés du Sud et du Lac, ainsi que de l'Est à cause du déficit céréalier du nord Darfour

sacs soit 200 à 300 tonnes, et sont destinés essentiellement à la vente pendant la période de soudure.

A la question de leur capacité d'augmentation de leurs stocks, les commerçants ont déclaré pouvoir augmenter leur stock du tiers ou de la moitié s'il y avait une demande plus importante, ce qui reste néanmoins insuffisant par rapport à la demande. De plus, l'augmentation de ces stocks demanderait 3 mois ou plus pour l'approvisionnement et seraient constitués à partir des zones de production classiques où il est déjà difficile de s'approvisionner aujourd'hui (Gama, Am Timan etc.). Il existe en parallèle un risque de créer une situation d'insécurité alimentaire au niveau de ces zones pour approvisionner le Bahr El Gazal et le Kanem.

Les prix des principales céréales, mil et maïs, sont en décembre, supérieurs à la moyenne des 5 dernières années : +29% pour le prix du mil à Mao, + 39% pour le prix du mil à Moussoro, + 38% pour le maïs à Bol. Cette hausse des prix est attribuable à la fois à la mauvaise campagne agricole, mais aussi aux stratégies de reconstitution des stocks de l'ONASA à la récolte ainsi que celles des commerçants.

Dans le même temps, la fermeture de la raffinerie de pétrole de Djermaya²⁵ au Tchad et l'arrêt des subventions sur le carburant au Nigéria ont fait augmenter les prix du carburant et posé des problèmes de disponibilité dans certaines zones. Le coût de transport des céréales, qui est déjà extrêmement élevé en année normale, devrait augmenter dans les prochains mois, rendant le prix des céréales encore plus prohibitifs.

Comme l'illustre le tableau 9, il a d'ailleurs été noté une baisse d'intégration globale des marchés des deux régions avec les marchés d'approvisionnement (Ndjamena, Abéché), plus importante pour le marché de Moussoro que celui de Mao. Cela tend à confirmer les résultats de baisse de disponibilité sur ces deux marchés.

	Abéché - Mao	Abéché- Moussoro	Mao- Ndjamena	Moussoro- Ndjamena
Moyenne sur les 5 dernières années	48	31	38	20
déc-11	68	73	35	40
Changement	43%	136%	-9%	101%

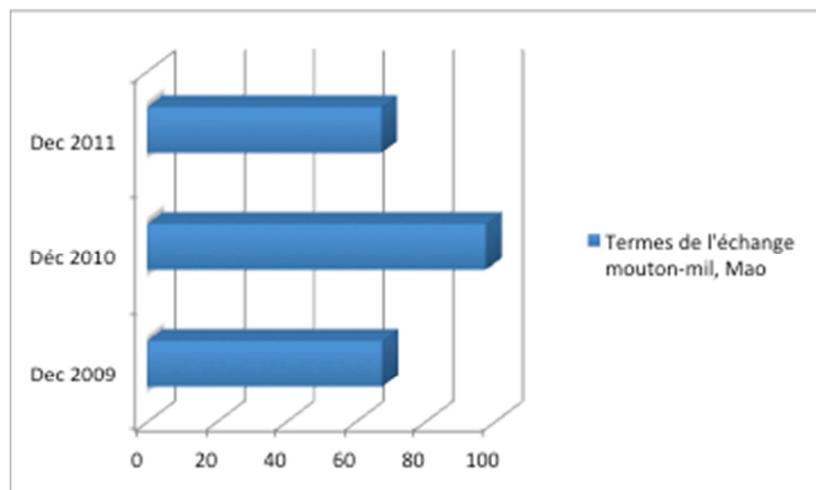
Tableau 9: Ecart absolu du prix du mil, entre la moyenne des 5 dernières et décembre 2011 – Source : PAM

- **Aggravation de la vulnérabilité des populations des régions du Bahr El Gazal et du Kanem**

La mauvaise pluviométrie combinée aux attaques acridiennes a affecté la production agricole dans les régions du Bahr El Gazal et du Kanem, après déjà plusieurs années consécutives de sécheresse ou de mauvaise pluviométrie, qui rendent toujours plus vulnérables les populations de ces régions. Elles font en effet appel à des stratégies d'adaptation tendant à augmenter le risque d'insécurité alimentaire sévère et de malnutrition, et de réduire leur capacité de résilience sur le long terme : migration, vente d'animaux, stratégies de réduction alimentaire, endettement.

Les éleveurs et agropasteurs sont d'autant plus touchés que les termes de l'échange mil-mouton se sont dégradés ces dernières années, et devraient continuer à se dégrader dans les mois qui viennent et l'approche de la saison de soudure pastorale.

²⁵ La raffinerie de Djermaya, construite par la Chine et inaugurée en juin 2011, a été fermée le 19 janvier 2012 par les autorités en raison d'un différend sur les prix du carburant : la compagnie chinoise refusait en effet de livrer le carburant depuis que les autorités avaient fixé unilatéralement les prix du super à 380 FCFA et du gazole à 520 FCFA.



Graphique 8: Termes de l'échange mouton-mil entre décembre 2009 et décembre 2011, Mao

Les évènements en Lybie ont également affecté les moyens d'existence puisqu'ils se sont accompagnés d'une diminution des revenus issus des transferts d'argent ainsi que des opportunités de débouchés pour la commercialisation des camélins.

- **Une situation difficile dans la sous-région**

Les pays de la sous-région sont également affectés par la sécheresse : Niger, Mali, Sénégal, Mauritanie et Burkina Faso. La FAO et le PAM²⁶, estimaient à près de 12 millions²⁷ le nombre de personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et confirment les risques de crise alimentaire dans la région sahélienne. La hausse des prix du mil a été générale dans le Bassin Central, à des niveaux supérieurs à la moyenne, et prévue de se renforcer dans les mois prochains. Cette tendance pourrait être renforcée par les restrictions à l'exportation de céréales mises en place déjà par certains gouvernements (Mali, Burkina Faso) ainsi que par la fermeture temporaire des frontières du Nord Est du Nigéria.

Jusqu'à présent, la réponse des marchés aux déficits de production est globalement moins favorable qu'en 2009/2010, période pendant laquelle des flux soutenus de produits de la zone soudanienne vers le Sahel avaient permis d'atténuer les déficits et limiter les hausses de prix en zone déficitaire. En revanche, en 2011/2012, la réponse des marchés est moins efficace, en particulier dans le bassin central. Cette évolution peut s'expliquer par la dispersion des poches de déficit et le niveau élevé des prix dans certains pays côtiers, facteurs qui alimentent des tensions sur les trois bassins de commercialisation ouest africains.

- **Des réponses en cours : ventes subventionnées de l'ONASA**

Afin de contrer la flambée des prix et assister les populations en insécurité alimentaire, l'ONASA a réalisé, dès le 01 janvier 2012, des ventes subventionnées²⁸ sur la moitié de leur stock, dans les principaux centres urbains des régions du Kanem et du Bahr El Gazal. L'ONASA prévoit de réaliser

²⁶ « Sécurité Alimentaire et implications humanitaires au Sahel », Janvier 2012, FAO, PAM.

²⁷ Burkina = 1 600 000, Niger = 5 458 000, Mauritanie = 700 000, Mali = 3 000 000 et Sénégal (en cours de validation) = 850 000. Estimations pour le Tchad non finalisées

²⁸ Riz : 12 500 F par sac de 50 kg, Sorgho, Maïs et Mil : 10 000 F par sac de 100 kg. L'ONASA a réalisé des ventes subventionnées dans tout le pays.

une seconde phase de ventes subventionnées en avril-mai, et considère de reconstituer son stock national cette année²⁹.

Ces ventes ont permis de diminuer légèrement les prix des denrées sur les marchés au moment de l'étude. Elles ont eu également une forte influence sur la stratégie des commerçants grossistes puisqu'ils ont arrêté leurs achats et stocks de céréales, le temps que le prix et la demande augmentent à nouveau et que les effets de la vente subventionnée se dissipent. Certains hésitent à réaliser des stocks importants de céréales en prévision de la période de soudure, en ne sachant pas si l'ONASA, le PAM et d'autres ONGs vont réaliser des ventes subventionnées et des distributions gratuites sur les 2 régions.

Les petits commerçants sont directement affectés par ces ventes subventionnées puisqu'ils ne peuvent pas vendre leurs céréales lors des ventes subventionnées. Ils vendent néanmoins d'autres articles (condiments, sucre, thé, denrées non alimentaires etc.) qui leur permettent de générer un bénéfice et conserver leur activité économique.

12. Capacité du marché des céréales à répondre aux besoins alimentaires

Manque alimentaire par mois, en tonnes métriques (ce que les ménages ne peuvent s'acheter):

Bahr El Gazal : 925 MT pour 2 mois puis 2291 MT pour 4 mois

Kanem : 1007 MT pour 2 mois puis 2949 MT pour 4 mois

Capacité actuelle du marché :

Bahr El Gazal : **Février – Mars** : 800 T – 1050 T par mois ; **Avril – Juin** : 900T – 1150T par mois

Kanem : **Février – Juin** : 1200 T par mois ; **Juillet- Septembre** : 2100 T à 2200 T par mois

Au regard des chiffres ci-dessus, **la capacité des marchés des céréales à répondre aux besoins alimentaires additionnels de la population dans le contexte de crise alimentaire n'est aujourd'hui pas suffisante.**

L'analyse des systèmes de marché des céréales a montré une capacité et une élasticité réduites ne permettant pas une adaptation rapide des marchés à une augmentation de la demande. L'augmentation continue des prix sur les marchés des régions du Bahr El Gazal et du Kanem montre d'ailleurs la capacité limitée du marché à répondre aux besoins de la population.

L'analyse des acteurs souligne une capacité hétérogène des acteurs le long de chaque filière. Les commerçants grossistes déclaraient avoir la capacité d'augmenter leurs stocks mais cela reste très incertain en prenant en compte le déficit céréalier au Tchad et la perturbation des échanges transfrontaliers. Les commerçants détaillants, en zone urbaine comme en zone rurale, reconnaissent ne pas pouvoir ou très peu augmenter leur capacité par manque de moyens financiers, d'accès aux moyens de transport et à cause du prix élevé des céréales. Une demande soudaine et importante entraînerait une forte inflation sur les marchés des céréales (en plus de la hausse saisonnière des prix).

L'augmentation des capacités des petits commerçants dans les zones rurales nécessiterait un support en capital et en transport. En conséquence, pour les projets d'aide alimentaire, les transferts monétaires ne peuvent pas être considérés comme modalité d'intervention dans les zones rurales et isolées.

²⁹ L'ONASA serait sur le point de lancer un appel d'offre pour l'achat de 100.000 tonnes de céréales à l'extérieur du pays.

La mission d'évaluation réalisée par le PAM, CILSS, et FAO en janvier 2012 confirme ces résultats : selon les résultats préliminaires, le déficit de production ne sera pas atténué par le truchement des marchés dans certaines zones enclavées notamment dans la bande sahélienne du Tchad, compte tenu du niveau de déficit et de la faiblesse de son système commercial. Il est donc à craindre une augmentation du prix des céréales du mil et du maïs dans les prochains mois, ainsi qu'une diminution de la disponibilité en céréales jusqu'à la récolte. Les commerçants interrogés prévoient une hausse du sac de mil atteignant jusqu'à 40 000 FCFA à Mao et à Moussoro pendant la saison des pluies.

En parallèle, les moyens des populations vulnérables pour accéder à la nourriture de base sont très limités et devraient diminuer dans les mois qui viennent, pendant la période de soudure pastorale et agricole.

Cependant, il existe certains facteurs externes qui pourraient faire évoluer ces projections et ne permettent pas aujourd'hui une très bonne lisibilité des marchés dans les mois qui viennent :

- Bonne production de maïs attendue en avril au Lac et de sorgho berbéré dans les zones du sud qui pourraient diminuer la pression sur les prix
- Incertitude sur la réouverture des frontières au Nigéria, sachant que la production de maïs et de mil sont moyennes à bonnes. Cependant, les prix sont élevés, dû à la dépréciation de la naira par rapport au FCFA en novembre 2011, au coût élevé du carburant et à la forte demande de pays voisin (Côte d'Ivoire, Ghana).
- Question sur l'évolution du prix du carburant au Tchad
- Reprise des échanges avec la Lybie
- Volumes des échanges transfrontaliers entre Nigéria, Tchad, et Niger du côté Ouest, et Soudan – Tchad du côté Est

13. Recommandations de réponse

Face au manque de disponibilité en céréales sur la zone et de prix des céréales déjà très élevés dans les régions du Bahr El Gazal et du Kanem, et dans un contexte de déficit céréalier dans les zones de productions et de fortes perturbations des échanges transfrontaliers, les conditions préalables à la mise en place de transferts monétaires sont loin d'être remplies. Les risques directement liés aux transferts monétaires sont une forte inflation des prix et une diminution de la disponibilité des céréales sur les marchés voire une carence en céréales dans les zones rurales où les volumes commercialisés sont très faibles. L'accès alimentaire de la grande majorité des populations urbaines et rurales des deux régions en serait directement affecté. L'Annexe 3 et le tableau 10 détaillent les options et les recommandations de réponse.

Dans ces conditions, l'étude recommande de réaliser des distributions gratuites sur la zone, en priorité dans les zones rurales. Ces distributions permettraient d'une part de stabiliser la hausse des prix (et non créer une dépression contrairement aux effets des ventes subventionnées qui fixent un prix inférieur à celui du marché), tout en garantissant un accès alimentaire aux populations vulnérables.

Les petits commerçants pourraient être affectés par ces distributions, même s'ils réalisent leurs bénéfices sur d'autres produits qui ne sont pas inclus dans les distributions alimentaires.

Au niveau des grossistes des marchés primaires, ils seraient peu ou moyennement affectés si les distributions alimentaires sont réalisées en zones rurales et isolées, en fonction du nombre de ménages ciblés et du type de céréales distribué.

L'évolution des marchés étant dynamique et dépendant de facteurs externes exposés dans la partie précédente, il est essentiel de réaliser un suivi de la situation, sur certains indicateurs précis :

- volumes qui arrivent sur le marché en discutant avec les transporteurs,
- les types de céréales acheminées et leurs zones d’approvisionnement
- au niveau des grossistes – les volumes de stocks et les prix de vente des céréales
- suivi des stratégies d’adaptation et des sources alimentaires au niveau des ménages (notamment les céréales envoyées par les migrants, collecte de fruits sauvages etc.) pour réévaluer le besoin alimentaire
- le niveau d’intégration des marchés de Mao et Moussoro avec les principaux marchés d’approvisionnement

CEREALES				
Réponse	Risques et hypothèses	Effets probables sur les systèmes de marché et les groupes cibles	Période	Mise en œuvre
Distributions de céréales	Le PAM ne peut pas fournir de céréales à temps ou en quantité suffisante. Difficultés d’achat direct par manque de disponibilité. Achat de céréales ne correspondant pas aux préférences des groupes cibles. Capacités suffisantes des ONG pour organiser les distributions (RH-LOG-financements). Retards des distributions par rapport aux besoins. Faible couverture des besoins des groupes cibles.	Couverture des besoins alimentaires de base. Baisse des prix sur les marchés locaux. Commerçants locaux affectés par les distributions. Logique d’assistanat, et risques de dépendance à long terme.	Février – Septembre 2012	Achats directs par les ONG/partenariats ONG-PAM Ciblage géographique : priorité sur les zones isolées Coordination des réponses des différents acteurs
Plaidoyer auprès des bailleurs	Anticipation des financements sur la base des alertes des acteurs étatiques et de terrain Flexibilité des financements en fonction de l’évolution de la crise alimentaire et nutritionnelle (zones géographiques, % couverture des besoins, type d’intervention)	Réponse d’ampleur significative et de qualité à la crise alimentaire.	Décembre 2011 ...	Réunions d’échange avec les bailleurs au niveau national/régional.
Suivi évaluation du projet	Ressources insuffisantes (RH-LOG)	Flexibilité des programmes par rapport aux résultats du suivi, leçons apprises et capitalisation.	Mensuel de février – octobre 2012	Elaboration des outils. Analyse et reporting. Evaluation finale du projet.
Renforcement des moyens d’existences par l’appui au développement des systèmes d’élevage et	Pas de financement de long terme. Contraintes environnementales fortes. Capacités de mise en œuvre insuffisantes.	Renforcement de l’autonomie alimentaire des populations. Réduction de la dépendance à l’assistance	3 à 5 ans minimum	Renforcement des capacités des services techniques étatiques, des populations. Partenariats avec des Instituts de

agricoles		humanitaire d'urgence.		recherche sur des approches innovantes.
Renforcement des capacités des petits commerçants locaux par l'accès au crédit	Existence de systèmes de crédit formels ou informels sans taux d'intérêt. Garanties des commerçants locaux pour accéder au crédit. Fluctuation des prix des céréales qui peut entraîner des pertes financières.	Augmentation de la capacité du marché en céréales. Limitation du pouvoir monopolistique des grossistes et leur contrôle sur le prix des céréales. Renforcement de l'économie locale.	12-24 mois	Analyse de faisabilité. Partenariats avec les institutions de crédit.
Intervention monétaire au niveau des marchés primaires (coupons conditionnés ou cash) = Mao, Moussoro, éventuellement Nokou.	Possible uniquement en mauvaise année au Kanem et Bahr El Gazal, avec une bonne production au Tchad. Respect des modalités d'intervention par les commerçants (stabilité des prix sur le marché local). Forte variation des prix des céréales (à prévoir dans le calcul de la valeur coupon ou cash distribué). Sécurité pour le paiement des coupons et pour les bénéficiaires. Existence de systèmes de paiement fiables et efficaces. Financement accordé assez tôt avant le début de la mise en œuvre. Exclusion des zones et des ménages les plus vulnérables.	Utilisation des capacités de l'économie locale. Amélioration de l'accès des groupes cibles aux denrées alimentaires de base.	Décembre-Janvier.	Etude de faisabilité préalable. Projet pilote préalable en fonction du nombre de ménages ciblés. Définition des modalités de partenariat avec les commerçants et les systèmes de paiement. Dimensionnement du projet (nombre de bénéficiaires) en fonction de la capacité du marché. Définition des critères de ciblage des bénéficiaires. Définition des critères de sélection des commerçants (localisation, capacités).
Plaidoyer au niveau du gouvernement pour le renforcement du Système d'Alerte Précoce et de la capacité de réponse aux crises alimentaires	Capacité des acteurs institutionnels à collecter et analyser des données. Diffusion des données et prise de décision. Augmentation du stock national et adaptation aux besoins régionaux.			Sources d'approvisionnement du stock national s'adaptant la production nationale de céréales.

Tableau 10: Recommandations de réponse

BIBLIOGRAPHIE

Action Contre la Faim, Food and Agriculture Organisation (2010) Economie des ménages et sécurité alimentaire Départements de Kanem et de Wadi Bissam. Juillet-Août, 2010.

CILSS, FAO, FEWSNET, PAM, Gouvernement (2009) Mission conjointe d'évaluation préliminaire de la campagne agricole 2009:2010 au Tchad. Octobre.

CILSS, FAO, FEWSNET, PAM (2010a) Mission conjointe d'évaluation des marchés et de la sécurité Alimentaire. Bassin Est. Avril.

CILSS, FAO, FEWSNET, PAM (2010b). Commerce Transfrontalier et Sécurité Alimentaire: Cas du Bassin Ouest. Mars.

CILSS, FAO, FEWSNET, PAM, Tchad (2010c). Mission Conjointe d'Evaluation de la Sécurité Alimentaire, des Marchés et des Flux Transfrontaliers et leur impact sur la sécurité alimentaire des ménages. Mars.

CILSS, FAO, FEWSNET, PAM, Tchad, Note conjointe sur l'évaluation des marchés et la situation alimentaire au Sahel, Janvier 2012

Tchad, (2009) Enquête sur la Vulnérabilité Structurelle à l'insécurité alimentaire au Tchad.

Tchad, PAM (2009) Analyse globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité, Mai 2009.

Tchad, PAM (2010) Evaluation de la Sécurité Alimentaire des Populations Affectées par la Sécheresse dans la Bande Sahélienne Ouest du Tchad. Mars 2010.

Tchad, PAM (2011) Evaluation de la Sécurité Alimentaire des Populations Affectées par la Sécheresse dans la Bande Sahélienne Ouest du Tchad. Mars 2011.

« Sécurité Alimentaire et implications humanitaires au Sahel », Janvier 2012, FAO, PAM.

Tchad, PAM, Marché et Sécurité alimentaire au Tchad, Février 2011

PRICE WATCH food markets : December Prices January 31, 2012

WFP, FEWSNET, CILSS, An assessment of knowledge about trade and markets related to food security in West Africa, Noëlle TERPEND, May 2006

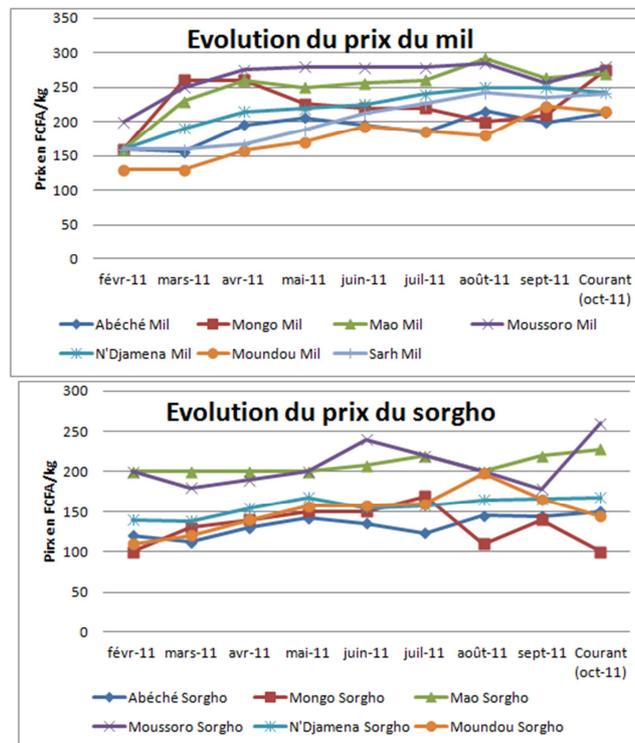
« Cross-border trade and food markets in Niger: why market analysis is important for humanitarian action », Geert Beekhuis, WFP, and Ibrahim Laouali, FEWS NET, Published in Humanitarian Exchange Magazine, Issue 38, June 2007 Commissioned and published by the Humanitarian Practice Network at ODI

Annexe 1 : Termes de référence de l'étude

1. Contexte général

Les régions du Kanem et du Bahr el Gazal sont en déficit chronique en terme de production agricole. Ceci s'explique par des conditions environnementales difficiles : sécheresse cyclique, variabilité spatio-temporelle de la répartition des pluies, désertification, érosion, ayant des conséquences désastreuses sur les moyens d'existence des populations rurales. En effet, ces conditions climatiques ont pour conséquence une diminution de la production agricole et fourragère, entraînant une faible autosuffisance des populations pour couvrir leurs besoins alimentaires et donc une forte dépendance au marché pour accéder à la nourriture.

Les marchés de ces régions sont approvisionnés par les régions méridionales du Tchad via les marchés de Bokoro et de Gama du département du Dababa dans la région du Hadjer Lamis. Malgré une production record au Tchad en 2010/211, le plafonnement des prix des céréales et des animaux bloque toujours le bon fonctionnement des marchés, en particulier dans les zones déficitaires du Sahel. Dans ces zones, pendant la période de soudure 2011, il y a eu une alternance d'augmentation et de diminution des prix en fonction des distributions gratuites du PAM. En octobre, période de récolte, la tendance des prix était à la hausse sur l'ensemble de la bande sahélienne.



Les enquêtes nutritionnelles menées par UNICEF en aout/septembre 2011 dans ces régions montrent des taux de malnutrition aigüe globale de 20,1% dans le Kanem et 17,8% dans le BeG (taux supérieurs au seuil d'urgence de 15% de l'OMS). Selon l'enquête EFSA du PAM réalisée en mars/avril 2011, 46,3% de la population du Kanem et 40,5% de la population du BeG sont en insécurité alimentaire sévère, 20% de la population du Kanem et 22,7% de la population du BeG sont en insécurité alimentaire modérée.

La campagne agricole 2011/2012 a été caractérisée par un déficit pluviométrique important par rapport à l'année dernière sur l'ensemble du territoire (- 34% par rapport à la moyenne quinquennale et - 37% par rapport à l'année 2010³⁰), une mauvaise répartition spatio-temporelle de ces pluies conjuguée à des attaques des champs par les acridiens. Ceci a entraîné une diminution des surfaces emblavées et l'abandon de certains champs du fait de la faible productivité du travail estimée par les agriculteurs compte tenu de la configuration de la campagne.

³⁰ Données de la DREME, DP/SA/MAI/PAM/FEWS NET/FAO, Rapport de la mission conjointe de pré-évaluation de la campagne agricole 2011/2012.

La campagne pastorale est caractérisée par la pauvreté des pâturages : les pluies sont arrivées tardivement et n'ont pas été suffisantes pour permettre une bonne régénération des pâturages et la recharge des eaux de surface. Les pâturages ont commencé à jaunir dès le mois d'octobre mais l'on observait cependant des différences de biomasse au sein d'une même zone. Tout comme pour les cultures pluviales, ils ont été attaqués par les acridiens. Alors que les éleveurs transhumants étaient arrivés tardivement dans la zone à cause du démarrage tardif des pluies, leur descente vers le sud s'est faite précocement du fait de la rareté des pâturages. L'amplitude de transhumance a donc été faible, la plupart des transhumants s'étant concentrés dans la zone agro-pastorale. L'approvisionnement en céréales dans le nord du Kanem et du Bahr el Gazal, zone pastorale où l'approvisionnement se fait généralement via les transhumants, a donc été faible.

Selon la mission conjointe de pré-évaluation de la campagne agricole, sur l'ensemble du territoire les rendements prévisionnels pour la plupart des cultures vivrières sont inférieurs de 8% par rapport à la moyenne quinquennale et de -34% par rapport à la campagne agricole précédente. Ce déficit est particulièrement marqué dans la bande sahélienne où le déficit est de 56% par rapport à la campagne précédente. La production ne couvrirait que 16% des besoins dans le Bahr el Gazal³¹, la situation alimentaire dans cette zone est donc alarmante. Le déficit céréalier brut au niveau national quant à lui est de 626 000 tonnes selon le bilan céréalier prévisionnel 2011-2012. En ce qui concerne la campagne pastorale, on note une rareté des pâturages et d'eau d'abreuvement du bétail. Bien qu'aucun chiffre ne soit actuellement disponible, un déficit fourrager est à prévoir ; ce dernier risque de s'accompagner d'une forte détérioration de l'état d'embonpoint et donc de santé des animaux.

Les prix des céréales sur les marchés ont fluctué pendant la période de soudure 2011 en fonction des distributions gratuites du PAM. Mais lors des récoltes en octobre, les prix du mil restaient supérieurs à la moyenne des 5 dernières années sur tous les marchés. Pour le sorgho, les prix sont supérieurs à la moyenne des 5 dernières années sauf à Mongo et N'Djamena. Les niveaux de prix très hauts connus depuis mars-avril 2011 pénalisent déjà largement les ménages les plus vulnérables dépendant du marché et les éleveurs acheteurs nets de céréales. L'évolution des prix sur les marchés doit donc être suivie de près. Cette tendance risque de s'accroître dès février avec l'amorce de la soudure pastorale du fait de la faible disponibilité des pâturages.

Dans cette zone structurellement déficitaire, en année normale, les populations sont fortement (zone agro-pastorale) voir exclusivement (zone pastorale) dépendantes du marché pour couvrir leurs besoins alimentaires. Avec cette mauvaise campagne agricole dans la zone sahélienne c'est l'ensemble des ménages qui dépendent dès à présent du marché pour accéder à la nourriture.

Il est donc indispensable de faciliter l'accès et/ou la disponibilité de la nourriture pour ces populations, et de protéger leurs biens productifs. Pour ce faire, la première étape est de conduire une étude des marchés, selon la méthodologie EMMA, afin de préciser le type d'intervention la plus adaptée au contexte actuel du Bahr el Gazal et du Kanem: distribution en nature ou transfert monétaire.

2. Objectifs et résultats attendus de l'étude

Les prévisions de mauvais résultats de la campagne agricole 2011 nécessitent une intervention adaptée visant à renforcer l'accès aux marchés des ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Certaines interventions peuvent, à ce stade, être contre-productives si les marchés ne sont pas suffisamment fonctionnels et ne sont pas suffisamment analysés avant l'intervention. La fragilité structurelle des marchés au Tchad et les effets des politiques de régulation sont autant d'éléments qui renforcent la nécessité d'une telle étude.

L'objectif global de cette étude vise à assurer une meilleure analyse des systèmes de marchés critiques (mil, sorgho, maïs et tourteau d'arachide) permettant :

- d'envisager une plus large gamme d'options de réponses dans un contexte de crise lente au Sahel,
- de subvenir aux besoins essentiels et de protéger les moyens d'existence des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire,
- d'améliorer l'utilisation des capacités existantes des acteurs du marché,
- soutenir et renforcer l'économie locale à moyen terme
- de diminuer le risque de dépendance à l'assistance humanitaire,
- de permettre une réponse pragmatique face aux contraintes de ressources humaines et d'informations, en situation d'urgence.

³¹ DPSA/MAI/PAM/FEWS NET/FAO, Rapport de la mission conjointe de pré-évaluation de la campagne agricole 2011/2012.

La finalité de cette étude est de mener une analyse des marchés visant à :

- mieux comprendre le fonctionnement et les contraintes des marchés critiques (mil, sorgho, maïs et tourteau d'arachide) en situation normale et en situation d'urgence
- établir une baseline des principaux systèmes de marchés clés, sur la base d'indicateurs spécifiques, afin de fournir une comparaison pertinente en terme de temps et d'espace, et de permettre d'évaluer l'impact d'une situation d'urgence dans le court et moyen terme sur les systèmes de marché
- identifier les réponses les plus appropriées (transferts monétaires, appui en nature, appui au marché, plaidoyer) afin de répondre aux besoins des populations vulnérables affectées par la crise alimentaire sur du court, moyen et long terme. Au niveau pratique, l'un des résultats attendus de cette étude serait de vérifier la faisabilité d'interventions fondées sur l'utilisation de bons alimentaires ou des transferts monétaires comme composantes d'une réponse d'urgence ciblant les ménages dont les moyens d'existence sont affectés par les conséquences du déficit pluviométrique de 2011 en fonction de la capacité du marché et des autres interventions prévues (PAM, ONASA). La question principale qui intéresse particulièrement cette étude est de savoir comment répondraient les marchés dans les zones affectées par la crise, en cas d'intervention basée sur le cash et/ou des coupons-valeurs.
- d'adapter et tester les outils existants au contexte spécifique du Sahel, au Tchad, et d'en tirer les leçons afin d'améliorer l'outil dans ce type de contexte

3. Zone d'étude et marchés « critiques »

La zone d'étude considérée pour l'EMMA est la zone de Mao (départements du Kanem et du Nord Kanem), de Moussoro, de Bokoro, de Bol et de Ndjamen

L'équipe sera amenée à se dérouler dans d'autres zones concernées par la filière (marché critique) qui sera étudiée.

Figure 1 : Zone cible de l'étude



La sélection du marché critique a été faite en fonction des objectifs de l'intervention d'assistance envisagée qui vise le renforcement de l'accès aux biens alimentaires pendant la future crise alimentaire de 2012. Les données disponibles localement et la revue documentaire ont permis d'aboutir à la sélection des marchés des céréales sèches.

Les marchés des filières du (mil, sorgho, maïs et tourteau d'arachide) mil/sorgho et du maïs seront ainsi analysés dans le cadre de cette étude.

4. Termes de Référence

Dates prévues : 09 au 30 janvier 2012 (préparation, développement des outils, formation du staff, travail de travail, élaboration des cartographies et finalisation de rapport, compris)

Agences lead : Oxfam GB et ACF

Agences participantes : Oxfam GB et ACF

Budget : environ 31,000 €

Objectifs :

- Meilleure compréhension du marché des céréales sèches (mil, sorgho , maïs et tourteau d'arachide) dans les régions du Kanem, du Bahr el Gazal et du Hadjer Lamis,
- Aide à la prise de décision sur la possibilité des transferts monétaires et/ou des coupons-valeurs comme modalités d'intervention pertinentes et faisables dans un contexte de crise alimentaire,
- Diffusion de l'outil EMMA et renforcement des capacités des équipes intervenant au Tchad sur les questions d'analyse des marchés.

Résultats attendus :

- Schéma des marchés critiques (filières) ciblées
- Calendrier saisonnier des marchés critiques
- Profils des ménages/communautés ciblées
- Recommandations opérationnelles

Restitution prévue des résultats préliminaires

Zone ciblée :

- Région du Bahr el Gazal, principalement Moussoro
- Région du Hadjer Lamis, principalement Bokoro
- Région de Bol si le marché du maïs est confirmé
- Région du Kanem, principalement Mao
- Ndjaména
- L'étude sera amenée à se dérouler dans d'autres zones selon l'organisation des filières étudiées

Marchés envisagés : Mil / Sorgho / Maïs / Tourteau d'arachide

Équipe :

- 1 Consultant sénior
- 1 consultant junior
- 4 Chefs d'équipes
- 4 enquêteurs

Les responsables de l'étude disposeront des moyens généraux des bases de N'Djamena, de Moussoro et de Mao, ainsi que d'un ordinateur portable et d'un téléphone.

- Profil du consultant senior:

Socio-économiste ou agroéconomiste avec une expérience **avérée** dans la conduite de l'exercice EMMA : avoir conduit et publié une étude EMMA (copie du rapport publié, servant de preuve) ; Forte capacité en formation et animation de groupes, bon sens relationnel.

Français courant et qualités rédactionnelles en français impératives.

Expérience dans le Sahel un plus.

- Profil du consultant junior

Socio-économiste ou agroéconomiste avec une expérience dans les opérations d'intervention monétaire; Forte capacité en formation et animation de groupes, bon sens relationnel.

Français courant et qualités rédactionnelles en français impératives.

Expérience dans le Sahel un plus.

- Profil du staff EMMA :

Tous les membres d'équipes parlent français, tout le personnel national maîtrise les langues nationales pratiquées dans la zone ciblée.

Durée de l'étude

28 jours sont prévus pour l'étude du 09 janvier au 03 février 2012

Les membres d'équipe sont prêts à exécuter de longues journées de travail, et éventuellement tous les jours d'affilée si les exigences du terrain l'imposent.

Méthodologie

Les étapes de réalisation de l'étude correspondront aux étapes d'une EMMA

1. <i>Préparation indispensable</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer des recherches de fond et des séances d'information dans le pays ; • Arrivée • Consultation avec les équipes Oxfam GB et ACF • Prendre en compte le mandat de l'agence, les conditions et les modalités ; • Identifier les populations cibles et leurs besoins prioritaires.
2. <i>Sélection du marché</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Sélectionner les systèmes de marché critiques pour EMMA, afin de les étudier en utilisant divers critères spécifiques ; • Identifier les questions analytiques clés, qui guideront l'enquête relative à chaque système de marché.
3. <i>Analyse préliminaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Projet initial provisoire, comportant les profils initiaux des foyers, les calendriers saisonniers, les cartes de référence et cartes du système de marché en situation d'urgence ; • Identification des informateurs clés et des pistes pour le travail de terrain.
4. <i>Préparation de terrain</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Définir et accepter le calendrier de mission sur le terrain, concevoir les questionnaires, les plans d'entretien et les formats d'enregistrement des informations nécessaires pour les entretiens EMMA et les autres activités de terrain.
5. <i>Activités sur le terrain</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Conduite des activités sur le terrain : entretiens et autres activités de recueil d'information. • Cette section comprend des conseils sur les méthodes d'entretien et des conseils relatifs aux différentes catégories d'informant clé.
6. <i>Cartographie du marché</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Produire la version finale des documents décrivant la situation : cartes de référence et d'urgence du marché, calendriers saisonniers et profils des foyers, afin d'alimenter les trois étapes « analytiques » qui suivent.
7. <i>Analyse des déficits</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Finaliser le volet analyse des déficits : utilisation des profils des foyers, informations sur les besoins prioritaires, lacunes et contraintes d'accès, pour finalement estimer le déficit total à prendre en compte.
8. <i>Analyse de marché</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Remplir le volet d'analyse du marché : les cartes du marché et les données destinées à analyser la disponibilité, la direction, les performances, l'offre et la demande et enfin, à estimer la capacité du système de marché à combler le déficit analysé.
9. <i>Analyse de la réponse</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Terminer le volet analyse de la réponse : explorer les options de réponse, émettre des recommandations motivées, basées sur la logique du système de marché, la faisabilité, le calendrier et les risques inhérents aux différentes options, y compris les transferts monétaires, les appuis en nature, ou tout autre type de soutien du marché.
10. <i>Communiquer les résultats</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Consulter les collègues, les partenaires et communiquer les résultats EMMA à un public plus large (bailleurs de fonds, agences) à l'aide de séances d'information concises ainsi que de présentations intéressantes, fondées sur l'utilisation de cartes et de rapports

Calendrier indicatif de mise en œuvre

Jour	date	Agenda	Responsable
1	09-10/01/12	• Recherche bibliographique et collecte des données existantes	NK
		• Finalisation des TdR et préparation de l'atelier de formation	NK + BT +CP
		• Arrivée	
2	11/01/12	• Introduction à l'EMMA – quoi, pourquoi, quand et qui ?	NK

		<ul style="list-style-type: none"> • Revue du contexte et des TdR : Spécificité du contexte sahélien et tchadien : urgence lente, régulations, taux de change naira/ FCFA • Confirmation du groupe cible et du (des) marché(s) critique(s) • Identification des questions clés 	
3	12/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Introduction aux 10 étapes clé, 3 Strands, EMMA Flow Chart, principaux outils EMMA • Etude des données de référence disponibles y compris profils des ménages/communautés • Revue du calendrier saisonnier en vigueur dans la zone • Draft de carte préliminaire 	
4	13/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Revue et validation des outils développés la veille • Elaboration des questions directes et indirectes, détermination des « approximations optimales » • Détermination du choc et des urgences lentes : définition des scénarios, des indicateurs. Exemple des crises précédentes • Préparation du travail de terrain • Questions tests pour l'analyse du "gap" et l'analyse du marché • Elaboration des fiches de collecte de données • Test du questionnaire (N'djamena) • Rencontre des missions d'évaluation en cours au Tchad : FAO/CILSS/Fewsnet/PAM - 	
5	14/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Départ terrain Bokoro • Travail de terrain • Révision du questionnaire si nécessaire 	
6	15/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain 	
7	16/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Voyage sur Moussoro • Travail de terrain 	
8	17/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain • Analyse / révision du calendrier saisonnier et profil des ménages • Analyse / révision des cartes 	
9	18/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Voyage sur Bokoro 	
10	19/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain 	
11	20/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain 	
12	21/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain • Analyse / révision du calendrier saisonnier et profil des ménages • Analyse / révision des cartes 	
13	22/01/12	<p>Voyage vers Mao</p> <p>Travail de terrain</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse / révision des cartes 	
14	23/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain • Analyse / révision des cartes 	

15	24/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain • Analyse / révision des cartes 	
16	25/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain • Analyse / révision des cartes 	
17	26/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain • Analyse / révision des cartes 	
18	27/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Voyage sur Bol • Analyse / révision des cartes 	
19	28/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain • Analyse / révision des cartes 	
20	29/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail de terrain • Analyse / révision des cartes 	
21	30/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Retour Ndjaména • Analyse / révision des cartes 	
22	31/01/12	<ul style="list-style-type: none"> • Travail Ndjamena • Analyse / révision des cartes 	
23	01/02/2012	<ul style="list-style-type: none"> • Etude / développement d'options de soutien au marché • Développement de la Matrice des Options de Réponse • Revue de l'analyse de la logique de réponse 	
24	02/02/2012	<ul style="list-style-type: none"> • Consultation avec les collègues, les acteurs de marché et informateurs clés sur les réponses possibles du marché • Développement des recommandations de réponse 	
25	03/02/2012	<ul style="list-style-type: none"> • Restitution préliminaire des résultats avec principaux acteurs • Départ du Tchad 	
26 - 28	04/02 -06/02/2012	<ul style="list-style-type: none"> • Finalisation du rapport / recommandations 	

Une présentation des résultats/recommandations sera prévue pour une audience plus large.

Annexe 2 : Liste des acteurs interrogés

Localisation	Organisation	Type marché/acteur	Nom	Fonction	N°Tel
Ndjamena	COOPDIV	Grossiste tourteau (coopé huile arachide)	Mahamat	SG	95068168
Ndjamena	Sté Aboussahia	Grossiste Céréales	M. Haroun Baba	Directeur	63444566
Ndjamena	Groupement Dababa	Grossiste Céréales			66402525
Ndjamena	Sté Hadababa	Grossiste Céréales			99560909
Ndjamena	Sté ECTAM	Grossiste Céréales			66560909
Ndjamena	Gpmt Chadra	Grossiste Céréales			66308589
Ndjamena	DPVC	Protection des Végétaux et du Conditionnement	M. Goïpaye Akoul Idriss	Directeur	99991695
Ndjamena	Ministère de l'Elevage	DPSA	Ousmane Mahamat Saleh		66253508
Ndjamena	PAM		Raphael	Responsable Programme	66993062
Ndjamena	PAM		Anne-Claire	Responsable VAM	66993408
Ndjamena	FAO		Florence LeCoz	Responsable Programme	62930360
Bokoro	Union des commerçants	Grossistes céréales	Al Hadj Adam Mahamat	Président	99782238
Bokoro	ONDR	Serive Technique	Adam Mahamat	Chef de secteur	99109376
Bokoro		Autorités	Yaya Ousmane	SG Préfet	99337629/6 6337629
Bokoro		Autorités		Préfet	99911376
Bokoro		Autorités	Ahmat Taha	Sous-Préfet	99845151
Moussoro	FAO		Dr Balambaï	Responsable sous-base	66475641/9 9499780
Moussoro	PAM		Laye Kourouma	Responsable sous-base	99607472
Moussoro	ONASA		Younouss Idriss	Responsable Moussoro	99343836/6 6343836
Moussoro	ONASA		M.Fachir	Responsable distribution Sahel	91886031/6 6074187
Moussoro	ONDR		M.Madoua	Interimaire chef de secteur	63617444
Moussoro	Maire				99174978/6 6284978
Moussoro	Syndicat Transporteur	Transporteur	Mahamat Brahim	Président	99174879
Moussoro		Grossiste céréale	Mahamt Zene Obimi		95250000

Mao	ONDR	Service technique		Chef de secteur	99109376
Mao		Grossiste céréales	Al Hadj Abba		99189320
Mao		Grossiste céréales	Mahamat Ali Daladou		99416672
Mao		Grossiste céréales	Hassan Mahamat Abakar		99604084
Mao		Grossiste céréales/tourteau	Abakar Dia		99909317/6 6737324
Mao		Grossiste céréales/tourteau	Ali Mahamat		99271394
Mao	PAM		Masahiro Matsumoto	Responsable Programme	66993941
Mao	FAO		Emmanuel Gondo	Responsable Régional Zone Sahélienne	62217091
Mao	Syndicat Transporteurs		Brahim Boukar		99707350
Bol	SODELAC		M. Fadjir	Responsable production	66368226
Bol	Préfecture			Préfet	62828562
Bol		Autorités	Chef de canton		66209563/9 9853993

Annexe 3 : Options de réponse

Option	Avantages	Désavantages	Faisabilité et période
Transfert monétaire d'argent inconditionnel pour la nourriture	<p>Les bénéficiaires peuvent prioriser leurs besoins et préférences</p> <p>Soutien direct au marché local</p>	<p>Pression sur les commerçants locaux, en zone urbaine mais surtout en zone rurale</p> <p>Risque très élevé d'inflation</p> <p>Créé un risque de nouvelle dépendance dans un contexte de crise chronique</p> <p>Pas de durabilité de l'action</p> <p>L'argent n'est pas nécessairement dépensé dans la nourriture</p> <p>Sécurité pour les bénéficiaires et le personnel humanitaire</p> <p>Coût du transfert d'argent / commission</p>	Faible
Coupons alimentaires	<p>Soutien direct au marché local</p> <p>Assure que l'utilisation du coupon porte sur la nourriture et a un impact direct sur la sécurité alimentaire</p>	<p>Pression sur les commerçants</p> <p>Risque très élevé d'inflation</p> <p>Complexe car cela requiert un accord entre grossistes et détaillants pour assurer que les détaillants soient en mesure de s'approvisionner</p> <p>Coût élevé potentiel de la production du coupon</p> <p>Risque de fraude</p>	Faible
Distribution alimentaire directe	<p>Assure que l'utilisation de la nourriture ait un impact direct sur la sécurité alimentaire (si la ration prévue répond aux besoins)</p> <p>Pas de risque d'inflation et stabilise les prix dans un contexte de forte inflation</p>	<p>Impact négatif sur les petits acteurs du système de marché (réduction des volumes commercialisés)</p> <p>Coût logistique élevé pour le transport et la distribution</p> <p>Risque d'une ration alimentaire inadéquate ou insuffisante</p>	Forte 3 à 4 semaines pour commencer
Combinaison d'une distribution alimentaire directe et d'une distribution d'argent	<p>Les bénéficiaires peuvent prioriser leurs besoins et préférences (l'étude montre que les besoins des ménages portent en priorité sur la nourriture)</p> <p>Soutien direct au marché local</p>	<p>Plus complexe en terme de ciblage, mise en œuvre et monitoring</p> <p>Coût élevé de transfert d'argent</p> <p>Complexe car cela requiert un accord entre grossistes</p>	Moyen 3 à 6 semaines pour commencer

	<p>Risque d'inflation limitée sur les céréales (si la ration couvre les besoins alimentaires), limité sur les autres denrées alimentaires ou non alimentaires si le montant du cash grant est peu élevé</p> <p>Prend en compte les potentiels actuels et contraintes du systèmes de marché</p>	<p>et détaillants pour assurer que les détaillants soient en mesure de s'approvisionner</p> <p>Pas d'étude de marché sur les autres produits alimentaires et non alimentaires</p> <p>Sécurité pour les bénéficiaires et le personnel humanitaire</p>	
Monitoring des systèmes de marché des céréales pour réadapter si besoin le programme	<p>Certains membres de l'équipe sont formés à la méthodologie</p> <p>Possibilité de réduire le nombre d'indicateurs à suivre régulièrement (sur une base mensuelle)</p>	<p>Besoin d'identifier le bon moment et la bonne fréquence pour actualiser la situation car la situation évolue dans le temps</p> <p>Niveau et capacité des équipes faibles</p>	<p>Fortes</p> <p>Pendant toute la période de soudure jusqu'à la prochaine récolte</p>
Evaluation d'autres systèmes de marché (petits ruminants)	<p>Appui à des programmes de relèvement précoce</p>	<p>Moins urgent</p> <p>L'étude de marché des petits ruminants pourrait commencer par établir une baseline</p>	<p>Moyen</p> <p>3 à 4 mois</p>
Plaidoyer auprès du gouvernement pour améliorer les infrastructures de transport et routes	<p>Impact direct sur les flux de marchandises et les prix (coût de transport)</p>	<p>Coût d'investissement important</p> <p>Processus long</p>	<p>Moyen</p>
Renforcement des moyens d'existences par l'appui au développement des systèmes d'élevage et agricoles	<p>Pas de financement de long terme.</p> <p>Contraintes environnementales fortes.</p> <p>Capacités de mise en œuvre insuffisantes.</p> <p>Renforcement de l'autonomie alimentaire des populations.</p> <p>Réduction de la dépendance à l'assistance humanitaire d'urgence.</p>	<p>Pas de financement de long terme.</p> <p>Contraintes environnementales fortes.</p> <p>Capacités de mise en œuvre insuffisantes.</p>	<p>3 à 5 ans minimum</p>
Appui à l'accès au microcrédit/crédit pour les commerçants locaux en zone urbaine et rurale	<p>Augmenter la capacité de réponse en urgence et de revenu pour les commerçants, surtout ceux qui sont dans les zones rurales</p>	<p>Adaptation à la demande saisonnière</p>	<p>Moyen</p> <p>2 à 3 ans</p>
Intervention monétaire au niveau des marchés	<p>Possible uniquement en mauvaise année au Kanem</p>	<p>Forte variation des prix des céréales (à prévoir dans le</p>	<p>Moyen</p> <p>Décembre-janvier</p>

<p>primaires (coupons conditionnés ou cash) = Mao, Moussoro, éventuellement Nokou.</p>	<p>et Bahr El Gazal, avec une bonne production au Tchad. Respect des modalités d'intervention par les commerçants (stabilité des prix sur le marché local). Utilisation des capacités de l'économie locale. Amélioration de l'accès des groupes cibles aux denrées alimentaires de base. Existence de systèmes de paiement fiables et efficaces. Financement accordé assez tôt avant le début de la mise en œuvre.</p>	<p>calcul de la valeur coupon ou cash distribué). Sécurité pour le paiement des coupons et pour les bénéficiaires. Exclusion des zones et des ménages les plus vulnérables.</p>	
<p>Plaidoyer au niveau du gouvernement pour le renforcement du Système d'Alerte Précoce et de la capacité de réponse aux crises alimentaires</p>	<p>Augmentation des capacités des acteurs institutionnels à collecter et analyser des données.</p> <p>Amélioration de la réponse d'urgence</p>	<p>Manque de capacité des acteurs</p> <p>Processus long</p>	<p>Moyen</p> <p>2 à 3 as</p>